

## INSTRUCTION

N° 07-025-R5-B1-A7 du 6 avril 2007

NOR : BUD R 07 00025 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT COMPTABLE DU COMPTE DE COMMERCE 912  
"CANTINE ET TRAVAIL DES DÉTENUS DANS LE CADRE PÉNITENTIAIRE"

### ANALYSE

Diffusion de la lettre-circulaire n° CD-0377 du 13 février 2007 adressée aux Directeurs  
Régionaux des Services Pénitentiaires et aux Trésoriers-Payeurs Généraux

Date d'application : 06/04/2007

### MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; DÉPENSE ; CRÉANCES DE L'ÉTAT ÉTRANGÈRES À L'IMPÔT ET AUX DOMAINES ;  
COMPTE DE COMMERCE ; ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ; CANTINE ; TRAVAIL ; DÉTENU

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	DOM	COM	DCM	CBCM						

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*7<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 7B*

*6<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 6B*

*4<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 4B*

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables la lettre n° CD-0377 du 13 février 2007 relative au compte de commerce 912 « *Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire* ».

Afin d'alléger et de simplifier les procédures, l'article 39 de la loi de finances pour 2007 crée le compte de commerce 912 « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire ».

Le décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006 pris en application de l'article 39 de la Loi de finances pour 2007 précise les modalités d'organisation administrative et financière de ce compte de commerce.

La gestion de ce compte de commerce est principalement assurée au niveau local. Les dispositions de cette instruction concernent prioritairement les trésoriers-payeurs généraux, comptables assignataires des dépenses et des recettes imputées sur ce compte. Toutefois, tous les trésoriers-payeurs généraux sont concernés en leur qualité de teneurs des comptes de dépôt de fonds au Trésor des régisseurs, chargés de la gestion des fonds des détenus.

L'attention est spécialement appelée sur la nécessité d'assurer dans les meilleures conditions possibles l'information des décideurs concernés, indispensable au suivi de ce compte de commerce et un recouvrement diligent des recettes de chacune des deux sections, afin de garantir le respect du découvert autorisé par le Parlement.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la direction générale sous le timbre des bureaux 3E, 4B, 6B et 7B.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 7<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

FRANÇOIS TANGUY

ANNEXE : Lettre Finances/Justice n° CD-0377 du 13 février 2007 relative au compte de commerce 912 « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire »

Ministère de la Justice  
Direction de l'Administration Pénitentiaire  
Sous-Direction de l'Organisation et du  
Fonctionnement des Services Déconcentrés  
Bureau SD1

Ministère de l'Économie, des Finances  
et de l'Industrie  
Direction Générale de la Comptabilité Publique  
Fonction Comptable de l'État  
6<sup>ème</sup>/7<sup>ème</sup> Sous-Direction  
Bureau 6B/7B

Paris, le

Le Directeur Général de la Comptabilité Publique,

Le Directeur de l'Administration Pénitentiaire

à

Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier-Payeur Général de la Région Île-de-France,  
Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux,  
Messieurs les Directeurs Régionaux des Services Pénitentiaires,  
Monsieur le Directeur Régional, Chef de la Mission Outre-Mer

**Objet :** Compte de commerce 912 « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire »

Les services pénitentiaires sont amenés à réaliser des opérations à caractère industriel et commercial à titre accessoire dans le cadre de la cantine et du travail des détenus en milieu pénitentiaire.

La cantine désigne les opérations d'achat de divers objets, denrées et prestations de services par l'administration pénitentiaire et leur revente aux détenus dans les conditions fixées par le Code de procédure pénale (articles D. 343 et suivants du Code de procédure pénale).

Le travail des détenus en milieu pénitentiaire désigne les opérations liées au travail des détenus dans les conditions fixées par le Code de procédure pénale : les rémunérations des détenus travaillant pour le compte de concessionnaires et de la Régie Industrielle des Établissements Pénitentiaires (RIEP) sont versées par l'administration pénitentiaire puis les concessionnaires (et la RIEP) en assurent le remboursement. (articles D. 98 et suivants du Code de procédure pénale). Les dispositions du travail en concession s'appliquent aux associations agréées<sup>1</sup> au même titre que les concessionnaires.

Ces opérations étaient, dans le cadre de la réforme financière et comptable des services pénitentiaires initiée au 1<sup>er</sup> janvier 2006, traitées selon la procédure de rétablissement de crédits. Afin d'alléger et de simplifier ces opérations, l'article 39 de la loi de finances pour 2007 crée le compte de commerce 912 « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire ».

Le décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006 pris en application de l'article 39 de la Loi de finances pour 2007 précise les modalités d'organisation administrative et financière de ce compte de commerce.

Ces dispositions précisent les nouvelles modalités de suivi budgétaire et comptable des opérations de cantine et du travail des détenus.

\*

<sup>1</sup> Des associations constituées en vue de préparer à la réinsertion sociale et professionnelle des détenus peuvent être agréées par le directeur régional des services pénitentiaires territorialement compétent pour employer des détenus.

## ANNEXE (suite)

Les opérations effectuées dans le cadre du compte de commerce doivent être clairement distinguées des opérations du budget de l'administration pénitentiaire et de celles concernant les fonds privés réglementés appartenant aux détenus. En effet, bien qu'étroitement liées, elles ne correspondent pas aux mêmes finalités.

### **Les opérations du compte de commerce et les opérations de la régie chargée de la gestion des comptes nominatifs**

L'établissement pénitentiaire où le détenu est écroué tient un compte nominatif où sont inscrites les valeurs pécuniaires lui appartenant (articles D. 318 et suivants du CPP). Une régie instaurée par le décret n° 2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation financière et comptable des établissements pénitentiaires est chargée de la gestion des comptes nominatifs. Le régisseur chargé de la gestion des comptes nominatifs perçoit des recettes et effectue des dépenses pour le compte du détenu. Ce régisseur manie donc des fonds privés réglementés appartenant aux détenus. Les opérations de cette régie sont distinctes de celles du compte de commerce, bien qu'il existe des relations entre les deux.

Par exemple, la revente aux détenus des produits de cantine stockée constitue une recette pour le compte de commerce et une dépense pour le régisseur, gérant des comptes nominatifs (articles D. 342 et suivants du CPP). De même, le paiement de la rémunération aux détenus constitue une dépense pour le compte de commerce et une recette pour le régisseur des comptes nominatifs.

### **Les opérations du compte de commerce et les opérations du budget général de l'administration pénitentiaire**

Les opérations du compte de commerce sont des activités commerciales et industrielles distinctes de celles du budget général de l'administration pénitentiaire. Il convient donc de veiller à ce que l'imputation de chaque opération soit bien effectuée.

La rémunération du travail dans le cadre pénitentiaire connaît deux formes :

- les rémunérations versées en contrepartie de travaux de « service général » effectués pour le compte de l'établissement pénitentiaire et qui représentent réellement une charge pour celui-ci (article D. 105 du CPP) ;
- les rémunérations versées en contrepartie de travaux réalisés pour le compte de concessionnaires ou assimilés et pour la RIEP. Ces dépenses ne peuvent être considérées comme de véritables charges pour l'établissement car elles font l'objet d'un remboursement par les concessionnaires et la RIEP (articles D. 103, D. 104 et D. 106 du CPP).

Les rémunérations dues au titre du service général constituent une charge de fonctionnement pour les établissements pénitentiaires. Elles sont imputées sur le budget général de l'administration pénitentiaire et non sur le compte de commerce.

Toutefois, des liens existent entre le compte de commerce et le budget de l'administration pénitentiaire. Par exemple, le budget général de l'administration pénitentiaire peut être amené à effectuer des versements au compte de commerce, notamment pour l'apurement des créances irrécouvrables auprès de concessionnaires ou dans le cadre de la lutte contre l'indigence en prison.

### **Les opérations du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » et le compte de commerce « régie industrielle des établissements pénitentiaires » (RIEP)**

Le compte de commerce de la RIEP, créée par l'article 23 de la loi n° 50-1615 du 31 décembre 1950, retrace les opérations liées à la gestion technique, commerciale, administrative et financière des ateliers industriels, des exploitations agricoles et des chantiers de bâtiments organisés par le service de l'emploi pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires.

## ANNEXE (suite)

Le compte de commerce de la RIEP est tenu de rembourser au compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » les rémunérations des détenus travaillant pour le compte du service de l'emploi pénitentiaire.

\*

Les dispositions relatives à ce compte de commerce entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 conformément à l'article 6 du décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006.

Les opérations du compte de commerce débutent à cette date.

S'agissant des dépenses liées à la main d'œuvre pénale et à la cantine effectuées en 2006 et non rétablies au 31 décembre 2006, celles-ci peuvent donner lieu à rétablissement de crédits en 2007 sur le budget général de l'administration pénitentiaire. Les titres émis pour recouvrer les remboursements de ces dépenses ne sont donc pas assignés sur le compte de commerce.

\*

La présente instruction a pour objet de décrire l'organisation administrative et financière du compte de commerce 912.

La première partie décrit les principes fondamentaux qui s'appliquent aux comptes spéciaux et les règles particulières qui régissent le compte de commerce.

La deuxième partie présente l'organisation du compte de commerce du point de vue des acteurs, des systèmes d'information et des modalités comptables.

La troisième partie traite des modalités pratiques de mise en œuvre des opérations liées au compte de commerce.

Des annexes présentent les divers textes de référence, les nomenclatures comptables et budgétaires, les outils nécessaires au suivi de la gestion de ce compte de commerce.

Le Directeur général  
de la Comptabilité publique

Le Directeur de l'administration  
Pénitentiaire

**SOMMAIRE**

<b>CHAPITRE I – LES MODALITÉS JURIDIQUES.</b>	<b>9</b>
1 <sup>ère</sup> partie – Le dispositif général applicable aux comptes spéciaux	9
1 – Conditions de prévision, d'autorisation, d'exécution des opérations.	9
1.1- Champ d'application	9
1.2- Réglementation	11
1.3- Modalités d'organisation administrative et financière	11
2 – Dépenses de personnel.	11
3 – Solde d'exécution du compte de commerce.	11
2ème partie – Les modalités juridiques particulières aux comptes de commerce	12
1 – Interdiction d'effectuer certaines opérations financières.	12
2 – Caractère évaluatif des prévisions de recettes et de dépenses : état prévisionnel de gestion et suivi de l'équilibre du compte.	12
2.1- Généralités	12
2.2- L'état prévisionnel de gestion initial	13
2.3- Le suivi des engagements	13
2.4- Le suivi de la trésorerie : dépenses et recettes effectives	13
2.5- Le suivi des restes à recouvrer et des restes à payer	14
2.6- Le suivi centralisé	14
3 – Caractère limitatif du découvert	14
3.1- Généralités	14
3.2- Le contrôle du découvert	15
<b>CHAPITRE II : L'ORGANISATION DU COMPTE DE COMMERCE.</b>	<b>17</b>
1ère partie : Les acteurs	17
1 – Les ordonnateurs	17
1.1- L'ordonnateur principal	17
1.2- Les ordonnateurs secondaires	17
2 – Les comptables assignataires	19
2.1- Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM)	19
2.2- Les trésoriers-payeurs généraux	19
3 – Les autres acteurs	20
3.1- L'économe en établissement	20
3.2- Le gestionnaire de magasin	20
3.3- Le régisseur, gérant des comptes nominatifs	20
4 – Le comité de pilotage et de suivi	20
2ème partie – Les systèmes d'information et les restitutions	21
1 – Les outils à disposition des différents acteurs	21
2 – Le suivi comptable des opérations du compte de commerce : restitutions disponibles	21
2.1- Les requêtes INDIA	21
2.2- Les états issus de l'application REP	22
3 – Le suivi du compte de commerce par l'ordonnateur	23
3ème partie : Les modalités comptables	24
1 - Exécution des dépenses	24
1.1- Les règles d'assignation	24
1.2- Les règles de comptabilisation	24
1.3- La nomenclature budgétaire	25
2 - Exécution des recettes	25
2.1- Les règles d'assignation	25
2.2- Les règles de comptabilisation	26
2.3- La nomenclature budgétaire	26
3 – Dispositions diverses	27

## ANNEXE (suite)

3.1- Comptes de disponibilités	27
3.2- Comptes transitoires ou d'attente	27
3.3- Opérations de la période complémentaire	27
4 – Tenue et comptabilisation des stocks	28
4.1- Dispositions générales	28
4.2- Comptabilisation des stocks	28
4.3- Tenue des stocks	29
5 – Production des résultats annuels	31
6 – Contrôle interne	31

## CHAPITRE III : LES MODALITÉS PRATIQUES. 32

1ère partie - section I du compte de commerce : la cantine des détenus	32
1 – Les biens de cantine	32
1.1- Les produits de cantine stockée	33
1.2- Les autres produits de cantine	36
2 - Prestations de service de cantine	38
2.1- Les dépenses du compte de commerce en matière de prestations de service de cantine	38
2.2- Les recettes du compte de commerce en matière de prestations de service de cantine	38
3 – Matériel, entretien et fonctionnement de l'activité de cantine	39
3.1- Les dépenses de matériel, entretien et fonctionnement liées à l'activité de cantine	39
3.2- Les recettes du compte de commerce liées à l'activité de cantine	40
4 – Dépenses et recettes diverses accidentelles	40
4.1- Les dépenses accidentelles du compte de commerce	40
4.2- Les recettes accidentelles du compte de commerce	41
5 – Mouvements de fonds (dépenses et recettes) avec le budget général	42
5.1- Les dépenses ou versements au budget général	42
5.2- Les recettes ou versements du budget général	42
2ème partie – section II du compte de commerce : travail des détenus en milieu pénitentiaire	43
1 – Les dépenses du compte de commerce en matière de versement de la rémunération nette des détenus.	43
1.1- Le versement de la rémunération nette mensuelle des détenus	44
1.2- Le versement de la rémunération des détenus libérables et à transférer	47
1.3- Le cas d'urgence : le versement des rémunérations dans l'hypothèse où le CDFT du régisseur, gérant des comptes nominatifs, ne permettrait pas de faire face aux dépenses pour le compte des détenus.	49
2 – Les recettes du compte de commerce en matière de rémunérations des détenus : les remboursements des concessionnaires / RIEP	50
3 – Les cotisations sociales dues au titre des versements aux détenus en contrepartie de leur travail	52
3.1- Les dépenses du compte de commerce en matière de versement des cotisations sociales aux organismes de la sécurité sociale.	52
3.2- Les recettes du compte de commerce en matière de remboursements de charges sociales par les concessionnaires et la RIEP	53
4 – Les dépenses et les recettes diverses et accidentelles	53
4.1- Les dépenses accidentelles du compte de commerce	53
4.2- Les recettes accidentelles du compte de commerce	54
5 – Mouvements de fonds (dépenses et recettes) avec le budget général	55
5.1- Les dépenses ou versements au budget général	55
5.2- Les recettes ou versements du budget général	55

## ANNEXE (suite)

## Annexes

Annexe n° 1 : Extrait de la loi de finances pour 2007

Annexe n° 2 : Décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006 portant application de l'article 39 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire »

Annexe n° 3 : Arrêté du 23 décembre 2006 portant désignation des ordonnateurs secondaires du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire »

Annexe n° 4 : Nomenclature d'exécution 2007 et nomenclature de recettes 2007

Annexe n° 5 : Tableau mensuel de suivi de trésorerie

Annexe n° 6 : Tableau mensuel de suivi des engagements de dépenses et de recettes

Annexe n° 7 : Tableau mensuel de suivi des restes à payer et à recouvrer

Annexe n° 8 : Tableau de bord du découvert

Annexe n° 9 : Maquettes des restitutions



## CHAPITRE I – LES MODALITÉS JURIDIQUES.

Le compte de commerce 912 ouvert en application de l'article 39 de la loi de finances pour 2007 entre dans l'une des quatre catégories de comptes spéciaux prévues par l'article 19 de la loi organique relative aux lois de finances du 1<sup>er</sup> août 2001.

Son régime relève donc des dispositions des articles 19, 20 et 22 de la loi organique, définissant les règles générales applicables aux comptes spéciaux et les modalités propres aux comptes de commerce.

### 1<sup>ère</sup> partie – Le dispositif général applicable aux comptes spéciaux

L'article 20 de la loi organique relative aux lois de finances pose trois principes fondamentaux ayant trait :

- aux conditions de prévision, d'autorisation, d'exécution des opérations ;
- aux dépenses de personnel ;
- au solde d'exécution.

#### 1 – Conditions de prévision, d'autorisation, d'exécution des opérations.

Aux termes de l'article 20, sous réserve des règles particulières énoncées à l'article 22, *« les opérations des comptes spéciaux sont prévues, autorisées et exécutées dans les mêmes conditions que les opérations du budget général »*.

Ces opérations s'inscrivent donc dans le cadre de l'exécution de la loi de finances. De ce principe résultent trois conséquences.

##### 1.1- Champ d'application

Le champ d'application du compte 912 est cantonné aux opérations définies par la loi de finances. Le décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006 précise le périmètre du compte de commerce.

Il concerne les opérations de recettes et de dépenses auxquelles donnent lieu les activités industrielles et commerciales conduites par les directions régionales des services pénitentiaires et plus précisément celles relatives aux cantines et au travail des détenus dans le cadre pénitentiaire.

##### ♦ En recettes :

Ces opérations sont constituées notamment par :

##### *Pour la 1<sup>ère</sup> section « Cantine des détenus » :*

- Les ventes de biens de cantine : ventes aux détenus des biens autorisés par le chef d'établissement et proposés sur les listes préétablies de chaque établissement faisant l'objet d'une politique d'intendance particulière ou initialement achetés par l'établissement pénitentiaire (alimentation, hygiène, autres produits courants...).
- Les ventes de prestations de service de cantine : paiement par les détenus des redevances audiovisuelles, locations de téléviseurs et réfrigérateurs ainsi que diverses prestations (blanchissage, ...).
- Les recettes diverses et accidentelles : éventuelle marge d'exploitation réalisée sur la cantine et avoirs des fournisseurs.
- Les versements du budget général : principalement les crédits réservés à l'indigence qui permettent de mettre à disposition des produits de première nécessité.

## ANNEXE (suite)

***Pour la 2<sup>ème</sup> section « Travail des détenus en milieu pénitentiaire » :***

- Le produit du travail des détenus : remboursement des rémunérations ainsi que des cotisations effectué par les donneurs d'ordre, c'est-à-dire par les concessionnaires ou assimilés et la RIEP le service général est exclu du champ d'application du compte de commerce (il relève du programme 107).
- Les recettes diverses et accidentelles : les avoirs des organismes sociaux.
- Les versements du budget général : destinés à apurer les créances irrécouvrables auprès des concessionnaires de main d'œuvre pénale.

♦ **En dépenses :**

Ces opérations sont constituées notamment par :

***Pour la 1<sup>ère</sup> section « Cantine des détenus » :***

- Les achats de biens de cantine : achats effectués par les établissements afin de les stocker et les rendre disponibles sur les listes préétablies de chaque établissement. Les achats effectués par les détenus peuvent être assimilés à des achats stockés par le chef d'établissement pour faciliter l'organisation du service de cantine, notamment au regard du constat d'un nombre important de retours de commande (achat de biens par l'établissement dans le cadre de marché ou figurant sur une liste préétablie, même si ces produits ne transitent pas par le magasin de stockage).
- Les prestations de service, locations de téléviseurs et réfrigérateurs et diverses autres prestations afin de les mettre à la disposition des détenus.
- Les dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement liées à l'activité cantine : dépenses nécessaires liées à la gestion, à la manutention et au stockage des biens de cantine.
- Les dépenses diverses et accidentelles : notamment les intérêts moratoires, diverses autres charges de gestion ordinaire, ...
- Les versements au budget général : notamment l'achat des stocks de cantine des établissements pénitentiaires au 1<sup>er</sup> janvier 2007, le remboursement des frais exposés par le budget général.

***Pour la 2<sup>ème</sup> section « Travail des détenus en milieu pénitentiaire » :***

- Les versements aux détenus en contrepartie de leur travail : rémunérations nettes versées aux détenus pour leur travail.  
Seules les rémunérations des détenus travaillant pour le compte des concessionnaires et de la RIEP sont incluses dans le compte de commerce. Les rémunérations des détenus travaillant pour le compte de l'administration pénitentiaire dans le cadre du « service général » sont payées à partir du budget général de l'administration pénitentiaire. Les rémunérations du service général constituent une dépense de fonctionnement pour l'administration pénitentiaire et ne sont donc pas assimilées à une activité commerciale ou industrielle.
- Les cotisations sociales dues au titre des versements précités : parts ouvrière et patronale des cotisations dues au titre du versement des rémunérations aux détenus.  
Ces dépenses ne concernent également que les rémunérations des détenus travaillant pour le compte des concessionnaires ou assimilés et de la RIEP.
- Les dépenses diverses et accidentelles : notamment les intérêts moratoires et diverses autres charges de gestion ordinaire (les fournitures et/ou les consommables).
- Les versements au budget général : remboursement des frais exposés par le budget général au bénéfice du compte de commerce

## ANNEXE (suite)

### **1.2- Réglementation**

Les opérations du compte de commerce sont soumises à l'ensemble de la réglementation administrative et financière applicable aux opérations du budget général, sous réserve des dispositions de l'article 22 de la loi organique relative aux lois de finances.

La nomenclature spécifique aux comptabilités auxiliaires de recettes et de dépenses du compte de commerce 912 est précisée chaque année dans les instructions particulières fixant nomenclature pour la gestion considérée.

### **1.3- Modalités d'organisation administrative et financière**

Les modalités d'organisation administrative et financière du compte 912 sont définies par le décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006 pris en application de l'article 39 du projet de loi de finances pour 2007.

Le garde des sceaux, ministre de la justice est ordonnateur principal du compte de commerce.

Les ordonnateurs secondaires sont définis par l'arrêté du 23 décembre 2006 portant désignation des ordonnateurs secondaires du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire ».

Les ordonnances et les titres de recettes émis par l'ordonnateur principal sont assignés sur la caisse du contrôleur budgétaire et comptable ministériel près le ministère de la justice.

Les mandats et titres de recettes émis par les ordonnateurs secondaires ayant délégation ou subdélégation de signature (unités opérationnelles) sont assignés sur la caisse des trésoriers-payeurs généraux des sièges des directions régionales des services pénitentiaires (pour l'Outre-mer, le trésorier-payeur général du département ou de la collectivité du siège de l'ordonnateur).

Au regard du caractère évaluatif des prévisions de recettes et de dépenses, les opérations du compte de commerce ne sont pas soumises au contrôle financier.

## **2 – Dépenses de personnel.**

Aux termes de l'article 20 de la loi organique, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial des dépenses résultant du paiement de traitements, salaires, indemnités et allocations de toute nature.

## **3 – Solde d'exécution du compte de commerce.**

Aux termes de l'article 20 de la loi organique, « *sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial est reporté sur l'année suivante* ».

\*

\* \*

## ANNEXE (suite)

**2<sup>ème</sup> partie – Les modalités juridiques particulières aux comptes de commerce**

Trois modalités spécifiques différencient les comptes de commerce des autres catégories de comptes spéciaux.

**1 – Interdiction d'effectuer certaines opérations financières.**

L'article 22 de la loi organique relative aux lois de finances interdit d'exécuter, sauf dérogation expresse prévue par une loi de finances, au titre de comptes de commerce, des opérations d'investissements financiers, de prêts ou d'avances, ainsi que des opérations d'emprunts.

**2 – Caractère évaluatif des prévisions de recettes et de dépenses : état prévisionnel de gestion et suivi de l'équilibre du compte.****2.1- Généralités**

Aux termes de l'article 22 de la loi organique, les prévisions de recettes et de dépenses concernant les comptes de commerce ont un caractère évaluatif. À la notion de crédits limitatifs se substitue celle de découvert maximum autorisé.

En conséquence, le compte de commerce n'entre pas dans le champ d'application du décret du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État.

Toutefois, le caractère évaluatif des prévisions ne dispense pas, bien au contraire, d'assurer un suivi.

Ce suivi est assuré, chacun pour ce qui les concerne par l'ordonnateur principal et le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM), (articles 3 et 5 du décret 23 décembre 2006) dans les conditions décrites ci-après.

Outre l'état prévisionnel de gestion initial qui ventile les prévisions de dépenses et de recettes, le suivi comporte une triple finalité : suivi des engagements, suivi de la situation de trésorerie, suivi des états de restes.

Il est assuré par :

- le responsable de l'unité opérationnelle et le comptable assignataire qui disposent des informations via les outils informatiques ;
- la direction régionale des services pénitentiaires et la direction de l'administration pénitentiaire qui sont chargées chacune à leur niveau de consolider les données transmises par les responsables d'unité opérationnelle (RUO) ;
- la direction de l'administration pénitentiaire, la direction des affaires générales et de l'équipement, le service du contrôle budgétaire et comptable ministériel qui assurent la surveillance du découvert et le pilotage du suivi.

Ce suivi mensuel s'effectue au moyen des tableaux mensuels présentés en annexe. Ces tableaux élaborés par les RUO sont transmis pour chaque mois échu au directeur régional des services pénitentiaires (DRSP) pour consolidation régionale et transmission au directeur de l'administration pénitentiaire (DAP) avant le 5 du mois suivant. Celui-ci communique ces tableaux par région et consolidés au niveau national au directeur des affaires générales et de l'équipement (DAGE) et au contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM), assortis de ses commentaires s'il y a lieu.

## ANNEXE (suite)

### **2.2- L'état prévisionnel de gestion initial**

Conformément à l'article 3 du décret du 23 décembre 2006, l'ordonnateur principal établit un état prévisionnel de gestion (EPGI) présenté en équilibre par section et par ligne tel qu'approuvé par le Parlement.

Afin d'organiser le pilotage du découvert, cet état ventile à titre indicatif les prévisions de dépense entre chacune des régions pénitenciaires et la mission Outre-mer, par section.

Pour le même motif, il ventile à titre indicatif le découvert maximal autorisé entre chacune des régions pénitenciaires et la mission Outre-mer pour les deux sections confondues.

Cet état est visé par le CBCM près le ministère de la justice qui s'assure de sa conformité aux documents de la loi de finances concernant le compte de commerce.

Un état prévisionnel de gestion modificatif peut être établi et visé en cours d'année dans les mêmes conditions.

Après visa du CBCM, l'ordonnateur principal notifie à chaque ordonnateur secondaire pour ce qui le concerne les conditions d'exécution de cet état prévisionnel de gestion, en particulier les modalités de suivi des engagements en dépenses et en recettes.

Ce suivi des engagements se substitue à la comptabilité administrative des engagements de dépenses et de recettes.

### **2.3- Le suivi des engagements**

Au niveau déconcentré, chaque ordonnateur secondaire assure le suivi des engagements sur chacune des sections et des lignes au regard de l'état prévisionnel de gestion qui lui a été notifié par l'ordonnateur principal.

Les engagements de dépenses (engagements juridiques) de chacune des deux sections sont saisis par les RUO dans l'application informatique GE-compte de commerce.

Les engagements de recettes sont suivis au regard des titres de recettes émis et des titres de recettes pris charge dont un état est transmis chaque fin de mois par le comptable à chaque RUO.

Le tableau mensuel de suivi des engagements de dépenses et de recettes (annexe n° 5) par section et par ligne est établi chaque mois échu par le RUO (directement pour les dépenses et les titres de recettes émis et à partir de l'état transmis par le comptable pour les titres de recettes pris en charge).

Il est transmis dans les conditions précédemment définies au point 2.1 au DRSP, puis à la DAP, au DAGE et au CBCM.

### **2.4- Le suivi de la trésorerie : dépenses et recettes effectives**

Les dépenses effectuées sur les deux sections du compte de commerce sont saisies et validées dans l'application NDL. Une requête INDIA permet de les suivre pour chaque UO.

Les recettes encaissées sont saisies dans l'application REP par les trésoriers-payeurs généraux, comptables assignataires. Ceux-ci communiquent chaque mois à chaque RUO l'état des recouvrements effectifs. Cet état est adressé parallèlement au CBCM en charge de suivre l'activité de recouvrement.

## ANNEXE (suite)

Le tableau mensuel de situation de trésorerie (annexe n° 6) par section est établi chaque mois échu par le RUO (directement pour les dépenses et à partir de l'état des recouvrements transmis par le comptable pour les recettes).

Il est transmis dans les conditions précédemment définies au point 2.1 au DRSP, puis à la DAP, au DAGE et au CBCM.

### ***2.5- Le suivi des restes à recouvrer et des restes à payer***

En complément du suivi des engagements et de la situation de trésorerie, les restitutions INDIA et REP permettent d'établir par section un tableau mensuel des restes à recouvrer et des restes à payer.

Les restitutions REP sont adressées mensuellement par le comptable assignataires à chaque RUO. Ces restitutions sont également adressées au CBCM.

Le tableau mensuel des restes à payer et à recouvrer (annexe n° 7) par section est établi chaque mois échu par le RUO (directement pour les dépenses et à partir des états transmis par le comptable pour les recettes).

Il est transmis dans les conditions précédemment définies au point 2.1 au DRSP, puis à la DAP, au DAGE et au CBCM.

Présenté par comptable assignataire, il contribue à orienter le pilotage du découvert.

### ***2.6- Le suivi centralisé***

À partir des tableaux de suivi mensuel, le DAP établit chaque mois un tableau de bord du découvert du compte 912 (annexe n° 8). Il le transmet au DAGE et au CBCM avec ses observations.

Partagé entre les trois parties jouant un rôle de centralisation et de pilotage chacune pour ce qui la concerne, il permet le suivi de la situation financière consolidée du compte de commerce en termes budgétaire et comptable, dans la continuité des exercices successifs.

## **3 – Caractère limitatif du découvert**

### ***3.1- Généralités***

Selon les termes de l'article 22 de la loi organique relative aux lois de finances, seul le découvert fixé annuellement pour chaque compte de commerce a un caractère limitatif.

Cette limite s'apprécie au niveau du solde global du compte 912.

Les comptes de commerce ne sont pas dotés de crédits budgétaires.

Le montant du découvert du compte de commerce 912 prend en compte :

- S'agissant de l'activité « Cantine », le décalage de trésorerie entre la date d'achat des biens destinés à constituer le stock et la date de leur revente aux détenus.
- S'agissant de la main d'œuvre pénale, le décalage entre le paiement mensuel des détenus au titre du travail fourni et le rythme des versements effectués par les donneurs d'ordre.

## ANNEXE (suite)

**3.2- Le contrôle du découvert****♦ Le rôle de l'ordonnateur principal**

Le contrôle du découvert est de la responsabilité de l'ordonnateur principal.

La maîtrise du découvert autorisé impose une gestion prévisionnelle de l'exécution. En effet, l'exécution des dépenses est tributaire du butoir de la trésorerie. Au-delà du découvert autorisé par la loi de finances, le compte de commerce ne serait plus en mesure d'accepter de nouvelles dépenses.

Le suivi des engagements tel que précédemment défini permet à l'ordonnateur principal d'anticiper un risque de dépassement du découvert.

Afin d'assurer le respect de l'autorisation parlementaire, le décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006 dispose que l'ordonnateur principal peut, à tout moment, décider de suspendre les engagements et les mandatements. Le directeur de l'administration pénitentiaire notifie cette décision aux ordonnateurs secondaires et le directeur des affaires générales et de l'équipement en informe le contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

La transmission de ces informations peut être effectuée par télex ou télécopie.

À réception de cette décision, les ordonnateurs secondaires doivent surseoir aux engagements et à l'envoi de dossier de mandatement aux trésoriers-payeurs généraux.

En matière de recette, l'ordonnateur principal prend les dispositions nécessaires lui permettant de s'assurer de l'émission régulière des titres de recettes par les ordonnateurs secondaires.

**♦ Le rôle du contrôleur budgétaire et comptable ministériel**

Il informe immédiatement les trésoriers-payeurs généraux de la décision de l'ordonnateur principal de surseoir aux engagements et aux mandatements (copie de la décision de l'ordonnateur principal adressée par télécopie ou télex).

Bien que n'étant pas responsables du respect du découvert, à réception de la copie susmentionnée, les trésoriers-payeurs généraux sursoient à toute opération de paiement des dossiers de mandatement, y compris les dossiers reçus avant la date de notification de la copie de l'ordre écrit de l'ordonnateur principal aux ordonnateurs secondaires. Ils dressent l'état des restes à recouvrer arrêté à la date de notification et communiquent celui-ci au RUO et au CBCM qui, en matière de recettes, jouent un rôle de pilotage des recouvrements des trésoriers-payeurs généraux.

La reprise des opérations de paiement par les trésoriers-payeurs généraux n'intervient que sur ordre de l'ordonnateur principal transmis dans les mêmes conditions que l'ordre de suspension initial.

**♦ Les éléments d'évaluation du découvert**

Le suivi de l'évolution du découvert intervient par rapprochement du montant des recettes encaissées avec le montant des dépenses constatées, notifiés par les trésoriers-payeurs généraux ou accessibles via les requêtes INDIA. Le rapprochement de ces éléments, des restes à payer et des titres restant à recouvrer permettra d'anticiper l'évolution du découvert.

NB : le solde du compte de commerce étant reporté d'année en année, le découvert (ou le cas échéant, l'excédent de recettes) est automatiquement reporté sur la gestion suivante.

## ANNEXE (suite)

Une bonne gestion du compte de commerce implique que soit réduit au minimum le décalage structurel qui pourrait exister entre le rythme d'encaissement des recettes et celui du paiement des dépenses.

La vitesse de rotation des stocks, la rapidité de l'émission des titres de perception et le recouvrement rapide sont donc des éléments essentiels de la gestion du compte de commerce, qui nécessitent l'optimisation, à tous les niveaux, de l'action des intervenants : gestion, ordonnancement, paiement des dépenses, encaissement des recettes.

Pour gérer les difficultés que pourrait, le cas échéant, susciter la situation du compte au regard de la gestion du découvert autorisé, une instance de pilotage et de suivi est mise en place au niveau central.

La situation du compte 912 produite à l'ordonnateur tant au plan local par les trésoriers-payeurs généraux assignataires, qu'au plan national par le contrôleur budgétaire et comptable ministériel, est un élément fondamental du suivi des opérations.

\*

\* \*



## CHAPITRE II : L'ORGANISATION DU COMPTE DE COMMERCE.

Après avoir décrit les acteurs et les systèmes d'information intervenant dans le fonctionnement du compte de commerce 912, la présentation du cadre comptable retracera les modalités comptables mises en place.

### 1<sup>ère</sup> partie : Les acteurs

#### 1 – Les ordonnateurs

##### 1.1- L'ordonnateur principal

###### ◆ Les acteurs

Le garde des sceaux, ministre de la justice est l'ordonnateur principal du compte de commerce 912 « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire ».

Le DAGE a délégation du ministre pour assurer la fonction d'ordonnateur principal.

Toutefois, étant donné la nature des opérations du compte de commerce, le DAP est étroitement impliqué dans la gestion du compte de commerce : les informations relatives au compte de commerce doivent être transmises au DAP ; les décisions relatives au compte de commerce doivent être prises après avis formel du DAP.

###### ◆ Leur rôle

L'ordonnateur principal émet les ordonnances et les titres de recettes au niveau central.

L'ordonnateur principal assure le pilotage du compte de commerce. La maîtrise du budget évaluatif du compte de commerce et le contrôle de la gestion doivent s'appuyer sur l'analyse de l'exécution financière. À ce titre, il établit l'état prévisionnel initial de gestion, il est responsable du suivi des engagements et il assure le respect du découvert. Il peut donner l'ordre aux ordonnateurs secondaires de surseoir aux engagements et aux mandatements.

Le DAP est étroitement associé par le DAGE à la gestion du compte de commerce. En qualité de gestionnaire, il participe au suivi de la gestion du compte de commerce. Il propose l'état prévisionnel de gestion et la notification de ses modalités d'exécution par chaque ordonnateur. Le suivi des engagements et le respect du découvert sont assurés en concertation avec le DAP (échanges réciproques des informations à leur disposition ; participation au comité de pilotage et de suivi). Ce dernier notifie à chaque ordonnateur la décision de l'ordonnateur principal de surseoir aux engagements et aux mandatements.

##### 1.2- Les ordonnateurs secondaires

###### 1.2.1 Les acteurs

L'article 2 du décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006 dispose que « les préfets et les hauts commissaires désignés par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du garde des sceaux, ministre de la justice, sont ordonnateurs secondaires des recettes et des dépenses du compte de commerce dans les conditions fixées par cet arrêté ».

## ANNEXE (suite)

L'arrêté du 23 décembre 2006 portant désignation des ordonnateurs secondaires du compte de commerce "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" et de leurs délégués désigne les ordonnateurs secondaires du compte de commerce.

### ◆ *Les ordonnateurs secondaires de droit*

Les préfets de région, siège de direction régionale des services pénitentiaires sont ordonnateurs secondaires de droit des recettes et des dépenses effectuées par chaque direction régionale concernée.

Dans les régions d'outre-mer et les collectivités d'outre-mer, les préfets et les hauts commissaires sont ordonnateurs secondaires de droit des recettes et des dépenses effectuées par chaque service pénitentiaire de leur ressort.

### ◆ *Les ordonnateurs secondaires délégués*

En métropole, les préfets de région peuvent donner délégation de signature aux directeurs régionaux des services pénitentiaires.

Ceux-ci peuvent subdéléguer leur signature aux agents relevant de leur autorité. Il s'agit des chefs d'établissement, responsables d'unité opérationnelle.

Dans les régions d'outre-mer et les collectivités d'outre-mer, les préfets et les hauts commissaires peuvent donner délégation de signature aux chefs d'établissement de leur ressort. Il s'agit des responsables d'unité opérationnelle.

Ceux-ci peuvent subdéléguer leur signature aux agents relevant de leur autorité.

Les annexes à l'arrêté du 23 décembre 2006 précisent les ressorts territoriaux ou les services pour lesquels les directeurs régionaux ou les chefs d'établissement sont compétents.

La cartographie des unités opérationnelles du compte de commerce 912 est identique à celle du budget général des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire.

## 1.2.2 Leur rôle

Les directeurs régionaux des services pénitentiaires impulsent et coordonnent, dans leur ressort géographique, la politique d'offre de cantine et de travail aux détenus.

Ils doivent porter une attention particulière aux actes qui relèvent de leur responsabilité d'ordonnateurs :

- L'élaboration de contrats avec les concessionnaires de main d'œuvre pénale et le suivi de l'activité de ces derniers dans le cadre d'une politique favorable au développement du travail des détenus.
- L'émission des titres de perception et leur transmission au comptable dès le mandatement des dépenses pour favoriser un recouvrement rapide du comptable assignataire.

Ils consolident les tableaux de suivi de leur ressort dans les conditions fixées dans le chapitre I, 2<sup>ème</sup> partie, paragraphe 2 de la présente instruction.

Les responsables d'unité opérationnelle sont placés sous l'autorité hiérarchique du directeur régional.

Ils sont les ordonnateurs secondaires délégués ou subdélégués :

- Ils émettent les mandats et les titres de perception du compte de commerce, pour le compte des établissements rattachés à l'unité opérationnelle en liaison avec les directeurs de ces structures, sur la caisse des trésoriers-payeurs généraux, comptables assignataires.
- Ils sont chargés d'assurer un suivi des engagements selon les modalités fixées par l'état prévisionnel de gestion qui leur est notifié. Ils rendent périodiquement compte, via le directeur régional, à l'ordonnateur principal selon les modalités décrites dans le chapitre I, 2<sup>ème</sup> partie, paragraphe 2 de la présente instruction.

## ANNEXE (suite)

**2 – Les comptables assignataires*****2.1- Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM)***

Au niveau central, les ordonnances de paiement et les titres de recettes émis par l'ordonnateur principal sont assignés selon les dispositions de l'arrêté du 13 décembre 2006 fixant l'assignation de dépenses et de recettes sur le contrôleur budgétaire et comptable placé près le ministère de la justice : le CBCM est comptable assignataire des opérations du compte de commerce effectuées par l'ordonnateur principal.

Plus généralement, chargé de suivre la situation des engagements de dépenses ainsi que l'état des recettes et des dépenses par section, il vise l'état prévisionnel de gestion initial (et les éventuelles modifications) et est tenu d'informer les trésoriers-payeurs généraux, comptables assignataires des opérations des services déconcentrés, de la décision de l'ordonnateur principal de suspendre les engagements de dépense et les mandats.

Il est destinataire des tableaux de suivi dans les conditions décrites au chapitre I.

Il assure un rôle de pilotage en matière de recouvrement auprès des trésoriers-payeurs généraux assignataires.

Il est précisé que le CBCM n'a pas la qualité de comptable centralisateur pour les opérations de comptabilité générale de L'État du compte de commerce. Ces dernières sont définitivement imputées dans les écritures des trésoriers-payeurs généraux concernés. En conséquence, aucune opération ne doit lui être transférée à ce titre.

L'unité du compte de commerce 912 « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » sera réalisée en fin d'année dans le compte général de l'État.

***2.2- Les trésoriers-payeurs généraux***

Au niveau local, conformément à l'article 4 du décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006, les trésoriers-payeurs généraux du lieu de résidence administrative des ordonnateurs secondaires, sont les comptables assignataires des mandats et titres de recette émis par les responsables d'unités opérationnelles, ordonnateurs secondaires délégués.

En métropole, il s'agit du trésorier-payeur général de la région siège de la direction régionale des services pénitentiaires (lieu de résidence administrative de l'ordonnateur secondaire de droit).

Dans les ROM et les COM, il s'agit du trésorier-payeur général de la région ou de la collectivité (lieu de résidence de l'ordonnateur secondaire de droit).

Les trésoriers-payeurs généraux identifiés ci-dessus exercent leur fonction dans le cadre du compte de commerce conformément aux dispositions du décret du 29 décembre 1962. Ils n'ont cependant pas à s'assurer du respect de la limite du découvert. En revanche, à réception de la copie de la décision de l'ordonnateur principal, les trésoriers-payeurs généraux sursoient à toute opération de paiement dans les conditions définies précédemment (Chapitre I, 2<sup>ème</sup> Partie, 3.2.).

Les trésoriers-payeurs généraux transmettent aux ordonnateurs secondaires et au CBCM les informations à leur disposition concernant le compte de commerce et notamment les états issus de REP dans les conditions fixées dans le chapitre I.

## ANNEXE (suite)

**3 – Les autres acteurs**

Le chef d'établissement est le responsable de la conduite des opérations au sein de l'établissement avec des moyens gérés par l'ordonnateur secondaire délégué ou subdélégué. Sous son autorité, ses services préparent les opérations relatives à l'exécution de la dépense du compte de commerce.

**3.1- L'économe en établissement**

L'économe est responsable de la gestion des stocks de cantine. À ce titre, il recense les besoins, passe les commandes et tient les inventaires. Il assure également le suivi des prestations dans le cadre des marchés.

**3.2- Le gestionnaire de magasin**

Le gestionnaire de magasin gère le stock de cantine. Il supervise les entrées et les sorties de produits en veillant à ce qu'aucun produit interdit n'entre en détention.

**3.3- Le régisseur, gérant des comptes nominatifs**

Le régisseur, gérant des comptes nominatifs, n'est pas un acteur direct du compte de commerce. En effet, la gestion des comptes nominatifs est clairement distincte du compte de commerce. Toutefois, il est parfois à l'origine d'opérations du compte de commerce. Par exemple, il récapitule les achats de cantine stockée effectués par l'ensemble des détenus. De même, il peut être chargé, sous la responsabilité de l'ordonnateur de pré-liquider les rémunérations des détenus.

**4 – Le comité de pilotage et de suivi**

Une instance est constituée au niveau central sous la forme d'un comité de pilotage et de suivi du compte de commerce.

Ce comité est un lieu privilégié d'échanges d'informations, de conseil à l'ordonnateur principal sur la conduite du découvert autorisé et de concertation pour déterminer la politique à destination des réseaux en matière de dépenses et de recettes.

Ce comité réunit :

- le directeur de l'administration pénitentiaire ;
- le directeur de l'administration générale et de l'équipement ;
- le contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

(ou leurs représentants).

La direction du Budget et la direction générale de la Comptabilité publique y participent en tant que de besoin.

Ce comité se réunit notamment lorsqu'un risque de dépassement du découvert autorisé est signalé par un ordonnateur et aux périodes au cours desquelles le risque est le plus important.

\*

\* \*

## ANNEXE (suite)

**2<sup>ème</sup> partie – Les systèmes d'information et les restitutions**

Les différents acteurs du compte de commerce disposent de plusieurs outils leur permettant d'effectuer les opérations relatives au fonctionnement et au suivi du compte de commerce.

**1 – Les outils à disposition des différents acteurs**

Les différents intervenants passent des opérations relatives au compte de commerce « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » grâce aux outils décrits ci-dessous :

Les unités opérationnelles disposent des applications suivantes :

- NDL pour l'émission des mandats ;
- un module GE compte de commerce de l'administration pénitentiaire.

Les trésoriers-payeurs généraux assignataires utilisent les applications :

- NDL pour la validation des mandats ;
- CGL pour la tenue de la comptabilité générale de l'État ;
- REP pour la prise en charge et le recouvrement des titres de perception.

Les services de l'ordonnateur et le service du contrôle budgétaire et comptable ministériel disposent des applicatifs Accord LOLF pour enregistrer les opérations de recettes et de dépenses exécutées au niveau central, CGL et de requêtes INDIA pour assurer le pilotage et le suivi du compte de commerce.

Par ailleurs, tous les acteurs cités ci-dessus, ainsi que la DAGE (direction des Affaires générales et de l'équipement) doivent pouvoir consulter quotidiennement l'infocentre INDIA pour accéder aux restitutions relatives au compte de commerce.

**2 – Le suivi comptable des opérations du compte de commerce : restitutions disponibles**

Le suivi du compte de commerce « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » est effectué grâce aux restitutions (décrites ci-dessous) produites par les applications INDIA et REP.

**2.1- Les requêtes INDIA**

La création du nouveau compte de commerce intitulé « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 a nécessité la création de nouvelles restitutions INDIA permettant aux différents intervenants de l'administration pénitentiaire d'assurer le suivi de ce compte.

Les requêtes INDIA reposent sur des extractions CGL et restituent plusieurs types d'informations (maquettes en annexe n° 9) :

## ANNEXE (suite)

### « Situation détaillée des dépenses par comptable assignataire et au niveau national »

Cette requête permet de visualiser le détail des dépenses budgétaires (comptes de classe 4, assortis de la spécification « mission justice / compte 912 / ligne / sous-ligne (article d'exécution) / code alpha numérique » par comptable assignataire et par section, ainsi qu'au niveau national.

Ce document indique le détail des dépenses, des décaissements effectifs et des restes à payer (solde créditeur) par ligne de dépenses et par comptable assignataire.

### « Situation détaillée des recettes par comptable assignataire et au niveau national »

Cette restitution présente le détail des recettes budgétaires (comptes de classe 4, assortis de la spécification de recettes) par comptable assignataire et par section, ainsi qu'au niveau national.

Ce document permet d'avoir le détail des recettes prises en charge, des encaissements réalisés et des restes à recouvrer (solde débiteur) par ligne de recettes et par comptable assignataire.

### « Situation du découvert par comptable assignataire et au niveau national »

Cet état indique le montant des recettes (crédit des comptes de classe 4) et des dépenses (débit des comptes de classe 4) pour chaque comptable assignataire, ainsi qu'au niveau national.

La colonne « report du solde de l'année précédente » de ce tableau doit être vide en 2007, car il s'agit de la première année de fonctionnement de ce compte de commerce. Elle sera utilisée pour les restitutions de l'exercice 2008 et suivants.

Cette requête INDIA représente la situation du découvert de manière agrégée, c'est-à-dire, sans distinction des comptes et des spécifications (différence entre le total des recettes et le total des dépenses budgétaires).

### « Situation nationale de l'exécution budgétaire par nature »

Cette requête présente :

- La situation des comptes de classes 6 et 7 au niveau national, afin de suivre l'exécution budgétaire par nature, au différentiel près des restes à recouvrer et des mandats non payés.
- La situation des comptes de classes 2 et 4 permet d'avoir une vision globale d'une part des immobilisations affectées au fonctionnement du compte de commerce, et d'autre part, de la situation des avances réalisées suite à des commandes.

Ces restitutions seront prochainement disponibles par consultation de l'infocentre INDIA.

## 2.2- Les états issus de l'application REP

### L'état REP 222 « situation en prise en charge et recouvrement du compte de commerce »

Cet état présente, par ordonnateur et par ligne de recettes, le montant global des titres de recettes pris en charge, ainsi que celui des recouvrements réalisés durant le mois en cours, les mois antérieurs et les totaux récapitulatifs en fin de mois en cours.

Ce document fait apparaître de façon globale, pour chaque ordonnateur le montant des restes à recouvrer.

## ANNEXE (suite)

### **L'état REP 261 « état des restes à recouvrer »**

Cet état permet de disposer d'une situation des restes à recouvrer de façon plus détaillée que l'état REP 221. En effet, ce document met en évidence, par ordonnateur et par ligne de recettes, le montant des prises en charge, des recettes et des restes à recouvrer, détaillé par titres (n° du titre, date de prise en charge, identité du débiteur).

### **L'état REP 280 « redevables faisant l'objet d'une lettre de rappel »**

Cet état reprend l'ensemble des titres émis sur le compte de commerce non recouvrés en totalité et pour lesquels une lettre de relance a été émise.

Dans le cadre du compte de commerce « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire », ce document permet de cibler les concessionnaires qui ne respectent pas les délais de paiement qui leur ont été accordés.

Les trois états décrits ci-dessus (REP 221, 261 et 280) sont édités chaque mois par l'application REP chez les comptables assignataires, qui doivent les transmettre aux ordonnateurs secondaires ainsi qu'au CBCM de la Justice dans les délais les plus brefs (cf. chapitre I).

L'élargissement de ces restitutions au compte de commerce 912 nécessite des travaux et compte tenu du planning chargé de la maîtrise d'œuvre REP, ces états seront disponibles dans le courant du premier trimestre 2007.

## **3 – Le suivi du compte de commerce par l'ordonnateur**

L'administration pénitentiaire, compte tenu de son organisation, prévoit un suivi à plusieurs niveaux : local, régional, central. Les modalités de ce suivi sont décrites plus précisément au chapitre I de la présente instruction.

Il implique plusieurs acteurs :

- Au niveau central, c'est le bureau en charge du suivi du compte de commerce 912.
- Au niveau régional, un référent régional est désigné au sein de chaque direction régionale. Il est en lien avec les responsables d'unités opérationnelles du ressort de la direction régionale.
- Au niveau local, ce sont les responsables d'unités opérationnelles et les chefs d'établissements.

Au niveau national et régional, le suivi est mensuel. Au niveau local, pour les unités opérationnelles et les établissements, le suivi est hebdomadaire.

L'outil informatique GE (module compte de commerce) permet un suivi aux différents niveaux des engagements de dépenses et de recettes.

À l'aide des restitutions à leur disposition ou transmises par les comptables, les gestionnaires dressent les tableaux de suivi dans les conditions définies au chapitre I.

\*

\* \*

## ANNEXE (suite)

**3<sup>ème</sup> partie : Les modalités comptables**

La comptabilité générale de l'État présente la comptabilité d'exécution de la loi de finances conformément à l'autorisation parlementaire, ainsi que la comptabilité patrimoniale du compte de commerce et les opérations de trésorerie.

Toutes les opérations auxquelles donnent lieu les activités industrielles et commerciales effectuées par les directions régionales des services pénitentiaires dans les domaines définis par l'article 39 de la loi de finances pour 2007 s'imputent au compte 912 « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire », créé à cet effet.

Le compte de commerce 912 créé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 comporte deux sections :

- Première section : « Cantine des détenus ».
- Seconde section : « Travail des détenus en milieu pénitentiaire ».

Les opérations de dépenses et de recettes sont comptabilisées à ces différentes sections dans les conditions exposées ci-après.

**1 - Exécution des dépenses*****1.1- Les règles d'assignation***

Les dépenses ordonnancées par l'ordonnateur principal sont assignées sur la caisse du CBCM.

Les dépenses mandatées par les ordonnateurs secondaires délégués sont assignées sur la caisse des trésoriers-payeurs généraux assignataires (TPG du siège des DRSP en métropole et TPG du siège des ordonnateurs secondaires en outre-mer).

***1.2- Les règles de comptabilisation***

En comptabilité générale, conformément à la norme 2 sur les charges de l'État, le critère de rattachement des charges à l'exercice est le service fait. Les opérations d'inventaire permettront de rattacher à l'exercice l'ensemble des charges relatives aux deux sections du compte de commerce.

En comptabilité budgétaire, l'article 28 de la loi organique indique que les dépenses budgétaires sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles sont payées par les comptables.

Les charges et les dépenses du compte de commerce 912 s'exécutent conformément aux règles générales définies dans le livre 3 « Charges et dépenses budgétaires » du référentiel comptable de l'État.

Les mandats sont émis sur les comptes de charges (classe 6) ou d'immobilisations (classe 2) prévus par la nomenclature de dépenses du compte de commerce 912 (annexe n° 4 Nomenclature d'exécution), assortis des spécifications de dépenses propres à ce compte de commerce.

Les décaissements sont enregistrés en comptabilité générale au débit d'un compte de dette (classe 4), assorti de la spécification de dépenses propre au compte de commerce 912.

Le trésorier-payeur général assignataire des opérations de la direction régionale des services pénitentiaires ou des UO dans les régions d'Outre-mer (ROM), responsable du paiement, produit les justifications à la Cour des Comptes dans les conditions habituelles.



## ANNEXE (suite)

Enfin, il convient de rappeler le principe posé par l'article 20 de la loi organique : « sous réserve des règles particulières énoncées à l'article 22, les opérations des comptes spéciaux sont prévues, autorisées et exécutées dans les mêmes conditions que les opérations du budget général ».

Les dépenses du compte de commerce sont donc soumises aux règles habituelles de la dépense publique, notamment la réglementation générale applicable aux marchés de l'État.

Les dépenses budgétaires des comptes de commerce étant réalisées sans crédit, la saisie du numéro du compte de commerce (912) lors de l'émission des mandats supprime les contrôles habituellement réalisés par l'application NDL.

### ***1.3- La nomenclature budgétaire***

Comme pour les autres charges, la comptabilité budgétaire des opérations du compte de commerce 912 sera suivie en exécution sur les axes « destination » et « nature » associés aux comptes de dettes (cf. Livre 3 Charges et dépenses budgétaires. Tome 1 Principes généraux. Chapitre 1 Nomenclature budgétaire d'exécution).

La nomenclature par « destination » (programme, actions, sous - actions) et par « nature » du compte de commerce 912 « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » est présentée dans les blancs budgétaires (cf. annexe n° 4 pour l'année 2007).

## **2 - Exécution des recettes**

### ***2.1- Les règles d'assignation***

Le CBCM près le ministère de la Justice est le comptable assignataire des recettes du compte de commerce au niveau central dès le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Le trésorier-payeur général du siège de la DRSP, comptable principal de l'État dans le réseau déconcentré et comptable assignataire des recettes, assure le recouvrement des titres de recettes émis par l'ordonnateur secondaire délégué ou subdélégué.

Le recouvrement de ces recettes s'effectue conformément aux dispositions de l'instruction A7 concernant le recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, et est suivi à l'aide de l'application informatique REP « Recouvrement des produits divers ».

Il est précisé que les dispositions de l'instruction n° 90-092-M0-M9-A du 21 août 1990 restent en vigueur et que les règles d'arrondissement s'appliquent aux créances exprimées en euros dans les mêmes conditions que lorsqu'elles étaient exprimées en francs. Ainsi, les créances du compte de commerce qui pourraient faire l'objet d'une facturation soumise à la TVA ne sont pas arrondies à l'euro le plus proche.

## ANNEXE (suite)

### **2.2- Les règles de comptabilisation**

En comptabilité générale, conformément à la norme 4 sur les produits de fonctionnement, les produits du compte de commerce sont rattachés à l'exercice au cours duquel ils sont acquis à l'État.

Les produits du compte de commerce sont comptabilisés lors de la prise en charge par le comptable du titre de perception émis par l'ordonnateur.

Les écritures d'inventaire permettront de rattacher à l'exercice l'ensemble des produits.

En comptabilité budgétaire, conformément à l'article 28 de la LOLF les recettes budgétaires sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles sont encaissées par un comptable public.

La constatation de la recette budgétaire interviendra lors de l'apurement de la créance concernée.

Les recettes s'exécutent conformément aux règles générales définies dans le livre 2 « Produits » Tome 4 « Autres produits et créances » Titre 3 « Produits et créances étrangers à l'impôt et au domaine » du référentiel comptable de l'État.

Les titres de perception sont émis sur les comptes de produits (classe 7) prévus par la nomenclature de recettes du compte de commerce 912 (annexe n° 4 Nomenclature de recettes), assortis des spécifications de recettes propres à ce compte de commerce.

Les recettes encaissées sont enregistrées en comptabilité générale au crédit d'un compte de créance (classe 4), assorti de la spécification de recettes propre au compte de commerce 912.

Le trésorier-payeur général assignataire des opérations de la direction régionale des services pénitentiaires (DRSP), responsable du recouvrement, produit les justifications à la Cour des comptes dans les conditions habituelles.

Toutefois, chaque mois, le trésorier-payeur général fournit aux ordonnateurs secondaires délégués (unités opérationnelles), et au CBCM, pour information, les états issus de l'application REP dans les délais les plus brefs (cf. chapitre I) :

- un état des restes à recouvrer mensuels (REP 261) ;
- la situation en prise en charge et recouvrement du compte de commerce (état REP 222) ;
- la liste des titres de perception ayant fait l'objet d'une lettre de relance (état REP 280).

### **2.3- La nomenclature budgétaire**

Les spécifications de recettes du compte de commerce « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » permettent d'identifier les recettes budgétaires de ce compte de commerce en fonction :

- des trois premiers chiffres de la spécification (912.XXX) ;
- de leur nature et des lignes de recettes prévues dans le bleu des comptes spéciaux (912.01X, etc.) ;
- de leur mode de recouvrement sur titres de perception (912.011).

Les spécifications de recettes sont précisées dans la nomenclature des recettes du budget général et des comptes spéciaux (cf. Livre 9 Tome 2 Titre 1).

## ANNEXE (suite)

**3 – Dispositions diverses**

Par ailleurs, les comptables assignataires du compte de commerce doivent être informés de certaines particularités qui s'attachent au fonctionnement de ce compte.

**3.1- Comptes de disponibilités**

En vertu du principe de l'unité de caisse, le compte de commerce n'est pas doté de comptes de disponibilités propres.

Les opérations du compte de commerce font intervenir les comptes de disponibilités de l'État dans les conditions habituelles.

**3.2- Comptes transitoires ou d'attente**

Les recettes encaissées dont l'imputation comptable définitive ne peut être réalisée immédiatement doivent être imputées sur le compte transitoire spécifique au compte de commerce 912 :

- 475.1244 « Comptes transitoires ou d'attente créditeurs chez les comptables centralisateurs – opérations des comptes spéciaux – comptes de commerce « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire ».

En matière de dépense, la création d'un compte transitoire n'apparaît pas utile.

Il est précisé, toutefois, pour des raisons évidentes qui tiennent au respect du découvert au niveau central, que le compte 475.1244 doit faire l'objet d'un apurement rapide.

**3.3- Opérations de la période complémentaire**

En application de l'article 28 de la loi organique, des dépenses et des recettes budgétaires peuvent également être comptabilisées au cours d'une période complémentaire (PC) à l'année civile dont la durée ne peut excéder 20 jours, dans les cas suivants :

- dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État ;
- lorsqu'une loi de finances rectificative est promulguée au cours du dernier mois de l'année civile.

Les écritures comptables relatives aux dépenses effectuées en période complémentaire, et leurs impacts en comptabilité budgétaire et comptabilité générale, sont détaillées dans le Livre 3, Tome 1, Titre 4, Chapitre 2.

## ANNEXE (suite)

**4 – Tenue et comptabilisation des stocks****4.1- Dispositions générales**

La première section du compte de commerce intitulée « Cantine des détenus » retrace les opérations de dépenses et les recettes liées à la cantine stockée :

- Les dépenses concernent les achats de marchandises diverses effectués par l'unité opérationnelle pour alimenter « la cantine » (entrées des stocks) des établissements pénitentiaires de sa circonscription.
- Les recettes correspondent à la consommation de ces marchandises réalisée par les détenus (sorties de stocks).

Les activités de gestion matérielle des stocks incombent en propre au service économique de l'établissement pénitentiaire. Aussi, l'économe, secondé par le magasinier, assure la gestion du stock de cantine au sein de chaque établissement pénitentiaire.

Le service économique ou celui qui en tient lieu est chargé sous l'autorité du chef d'établissement, en lien avec le responsable de l'unité opérationnelle, de se procurer les marchandises, fournitures ou objet d'une qualité précisée, en quantité déterminée et aux meilleures conditions de prix soit pour maintenir les stocks de cantine à un niveau donné, soit pour couvrir des besoins spéciaux. Il est également chargé de surveiller l'exécution des commandes passées.

Il doit à cet égard respecter la réglementation applicable aux services de l'État et notamment les règles de passation des marchés de l'État. Pour cela, le chef d'établissement doit se rapprocher du responsable de l'unité opérationnelle. Il ne peut pas établir de bons de commande sans en avertir l'unité opérationnelle.

**4.2- Comptabilisation des stocks**

À la clôture de chaque exercice, il convient de procéder à l'inventaire annuel des stocks et de comptabiliser la variation des stocks, c'est à dire la différence entre le stock initial et le stock final.

Les écritures correspondantes sont enregistrées dans l'application CGL par le CBCM près le ministère de la justice :

**- Pour le montant du stock initial :**

Débit compte 60378 « Variation des stocks de marchandises – marchandises autres » associé de la spécification comptable de dépense 0912XX (programme action) et de la spécification non comptable 10.

Crédit compte 104.1 « compte de contrepartie pour intégration des budgets annexes et des comptes de commerce » sans spécification

Puis :

Débit compte 104.1 « compte de contrepartie pour intégration des budgets annexes et des comptes de commerce » sans spécification.

Crédit compte 378 « Stocks de marchandises – marchandises autres » associé de la spécification comptable de dépense 0912XX (programme action) et de la spécification non comptable 10.

**- Pour le montant du stock final :**

Débit compte 378 « Stocks de marchandises – marchandises autres » associé de la spécification comptable de dépense 0912XX (programme action) et de la spécification non comptable 10.

## ANNEXE (suite)

Crédit compte 104.1 « compte de contrepartie pour intégration des budgets annexes et des comptes de commerce » sans spécification

Puis :

Débit compte 104.1 « compte de contrepartie pour intégration des budgets annexes et des comptes de commerce » sans spécification.

Crédit compte 60378 « Variation des stocks de marchandises – marchandises autres » associé de la spécification comptable de dépense 0912XX (programme action) et de la spécification non comptable 10.

### **4.3-Tenue des stocks**

#### **4.3.1 Réception des marchandises**

Toute marchandise ou fourniture livrée à l'établissement doit faire l'objet d'une réception constatée par l'économe lui-même ou par une personne qualifiée agissant en son nom (exemple : magasinier).

La réception consiste à s'assurer que la livraison faite correspond bien à la demande d'achats. Elle permet de procéder à une reconnaissance qualitative et quantitative des marchandises et fournitures reçues. La reconnaissance qualitative porte sur les caractéristiques de ces marchandises ou fournitures et peut exiger un examen d'ordre technique. La reconnaissance quantitative est faite à l'aide d'instruments de mesure, de comptage ou de pesage appropriés, eu égard à la nature de la marchandise ou de la fourniture.

La personne qui effectue la réception dispose d'éléments d'information sur les arrivées attendues [doubles des demandes d'achat, avis de livraison d'un autre établissement, certificat ou instruction particulière de l'économe (pour les transformations de stocks par exemple)]. À la réception des produits, il compare les marchandises livrées avec la demande d'achat ou tout autre document en tenant lieu en sa possession, vérifie que tout est conforme. Il constate ensuite la livraison sur la demande d'achat ou sur le document précité, à défaut de ce document, il remplit un reçu détachable d'un carnet à souche avec les mentions suivantes :

- nom de l'établissement ;
- date de la livraison ;
- signature de la personne ayant constatée la livraison ;
- n° d'enregistrement.

Si nécessaire (pour le cas où le rangement, dans les magasins, des produits livrés ne se ferait pas dans la journée) le magasinier appose sur les différents lots homogènes de produits livrés un papillon indiquant la date de livraison, ceci afin que sur les fiches de mouvements – magasins, la date d'entrée des marchandises concorde avec celle portée sur le registre d'entrée.

#### **4.3.2 Gestion des magasins**

Les magasins doivent être organisés de façon à faciliter au maximum la tenue de la comptabilité des stocks. Les objets sont répartis par nature dans des casiers ou rayonnages disposés de façon à permettre une desserte facile.

## ANNEXE (suite)

Les documents tenus à ce stade ont pour objet de décrire en quantité seulement, les mouvements de matières et fournitures consommables.

Le seul document devant être tenu obligatoirement par le magasinier est la fiche de stock par article. Il est ouvert une fiche pour chaque numéro de la nomenclature des stocks. Elle sert de base à la tenue de la comptabilité matière.

### 4.3.3 Entrées des stocks de cantine

Les marchandises concernant la cantine des personnes détenues sont stockées dans un endroit différent de celui des stocks pour le fonctionnement de l'établissement. Les articles et produits sont répartis par nature dans des casiers ou rayonnages disposés de manière à permettre une desserte facile.

Les économes des établissements utilisent la nomenclature des stocks prévue par la réglementation financière de la direction de l'administration pénitentiaire. Cette nomenclature est structurée par famille de produits.

Les stocks sont répartis en grandes catégories :

- stocks de cantine alimentaire ;
- stocks de cantine autres.

### 4.3.4 Sorties des stocks de cantine

Les sorties sont effectuées par la personne habilitée au vu de l'ordre de sortie, constitué par l'état journalier des cantines établi nominativement et visé par le chef d'établissement ou par l'économe. Les possibilités d'achat de chaque détenu sont en outre vérifiées au préalable par le régisseur, gérant des comptes nominatifs.

Le service économique vérifie que ces sorties correspondent bien à des ventes effectives. Il compare à cet égard les quantités figurant sur le document récapitulatif de cantine et les sorties effectives de stock résultant de la comptabilité matière. Le document récapitulatif de cantine est transmis au régisseur, gérant des comptes nominatifs, après certification par l'économe et le chef d'établissement.

Il est à noter que les sorties de sel, beurre, etc. des plats cuisinés, achetés en cantine par les personnes détenues, figurent sur un bon de commande interne mentionnant les quantités à sortir. Ces marchandises ne sont pas valorisées car elles constituent les matières premières de ces plats. La valeur de ces matières premières est comprise dans le prix de vente du composant principal.

La sortie des produits des magasins ne peut avoir lieu qu'après signature, valant acceptation, par l'économe du bon de commande interne ou du document en tenant lieu, établi par un service de l'établissement.

Au vu de ce document signé, le magasinier sort les marchandises, annote les fiches de mouvements – magasins concernées.

On peut éventuellement mentionner dans la colonne « Observations » la nature de la sortie : vente, destruction, fabrication.

## ANNEXE (suite)

### 4.3.5 Suivi de la cantine stockée

Une attention particulière doit être apportée au suivi de ces stocks, en entrée et en sortie. En effet, suivant une périodicité convenue (et au moins une fois par mois) entre le responsable de l'unité opérationnelle, le chef d'établissement et le régisseur des comptes nominatifs :

- un mandat est émis par le responsable de l'unité opérationnelle, au vu des factures ;
- un titre de recette est émis par le responsable de l'unité opérationnelle, au vu des recettes encaissées par le régisseur des comptes nominatifs au titre de la cantine, visé par le chef d'établissement et le régisseur, gérant des comptes nominatifs.

GE compte de commerce devra permettre le suivi des stocks de cantine à l'appui d'un référentiel de produits national.

## 5 – Production des résultats annuels

L'article 5 du décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006 dispose qu'« à l'expiration de chaque exercice, les résultats annuels du compte de commerce sont établis et présentés dans les mêmes conditions que ceux du budget général ».

Les opérations du compte de commerce sont comptabilisées en cours d'année dans la comptabilité générale de l'État. Par conséquent, elles figurent dans le compte de gestion de chaque comptable assignataire (y compris le contrôleur budgétaire et comptable ministériel près le ministère de la justice, en sa qualité de comptable assignataire des opérations de l'ordonnateur principal).

Ces opérations sont donc justifiées et produites à la Cour des comptes dans les mêmes conditions que celles du budget général.

## 6 – Contrôle interne

La vérification comptable interne passe par la mise en place d'un guide des procédures internes permettant une vision cohérente de l'exécution financière du compte de commerce 912.

Le contrôle sur pièces est exercé dans les conditions précisées au cours de la présente instruction à l'occasion de l'établissement et de la vérification de chaque document :

- par l'économe de l'établissement pénitentiaire sur les documents concernant la comptabilité matières produite par les personnels habilités ;
- par le responsable de l'unité opérationnelle, en lien avec les directeurs des établissements pénitentiaires de son ressort, sur les documents qui lui sont produits par les régisseurs, les économes, régulièrement habilités ;
- par le trésorier-payeur général sur les documents qui lui sont adressés en cours ou en fin d'année par les responsables d'unités opérationnelles ou à l'occasion des missions d'audit assurées au sein des établissements pénitentiaires ;
- par l'administration centrale de la justice (direction de l'administration pénitentiaire) sur les documents qui lui sont transmis ;
- par le ministère des finances (direction générale de la Comptabilité publique), et la Cour des comptes sur les documents annexés au compte de gestion des trésoriers-payeurs généraux.

### CHAPITRE III : LES MODALITÉS PRATIQUES.

La création du compte de commerce 912 permet de simplifier les procédures et circuits en vigueur pour le travail pénitentiaire et la cantine des détenus et mis en œuvre en 2006 qui se sont révélés complexes. Elle évite notamment de recourir à la procédure de rétablissement de crédits.

Les dépenses imputées sur le compte du compte de commerce sont, comme les dépenses budgétaires, effectuées à partir du logiciel NDL<sup>2</sup>. Les recettes sont prises en charge dans l'application REP.

Le présent chapitre vise à définir les modalités pratiques du fonctionnement du compte de commerce.

Sont décrites dans ce chapitre les procédures relatives à la cantine et à la rémunération des détenus dans le cadre du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire ».

\*

\* \*

#### **1<sup>ère</sup> partie - section I du compte de commerce : la cantine des détenus**

##### **1 – Les biens de cantine**

Les biens de cantine sont constitués par l'ensemble des produits achetés par l'administration pénitentiaire, par l'intermédiaire de l'unité opérationnelle, qu'ils relèvent d'un marché public ou figurent sur une liste préétablie et destinés à être vendus aux détenus.

Il existe deux catégories de biens de cantine au sein de ce compte de commerce :

- les produits de cantine stockée, conservés dans le magasin de chaque établissement pénitentiaire,
- les autres produits de cantine, non stockés, qui ne transitent pas par le magasin de stockage.

Dans un premier temps, les achats de produits de cantine par l'unité opérationnelle représentent une dépense du compte de commerce. Dans un second temps, la vente de ces produits de cantine aux détenus au sein de chaque établissement pénitentiaire génère une recette du compte de commerce.

Sont exclus du compte de commerce les achats effectués par l'intermédiaire de la vente par correspondance (VPC) pour le compte des détenus ainsi que les achats dits « extérieurs ».

Les opérations relatives aux biens de cantine font intervenir les responsables d'unités opérationnelles (RUO) en tant qu'ordonnateurs secondaires délégués et les TPG auprès desquels sont rattachées les DRSP, au titre de comptables assignataires.

Les régisseurs, gérants des comptes nominatifs, interviennent au niveau de chaque établissement pénitentiaire, en comptabilisant les achats de cantine réalisés par les détenus, grâce notamment à l'application GIDE.

Les prix pratiqués en cantine sont fixés périodiquement par les chefs d'établissement, comme le prévoit le Code de procédure pénale.

---

<sup>2</sup> Les codes ordonnateurs sont ceux utilisés pour le budget général. Seul le programme concerné diffère.



## ANNEXE (suite)

### ***1.1- Les produits de cantine stockée***

Les produits de cantine stockée représentent les produits achetés par l'administration pénitentiaire, par l'intermédiaire de l'unité opérationnelle (qu'ils relèvent d'un marché public ou figurent sur une liste préétablie), destinés à être vendus aux détenus et faisant l'objet de stocks au sein de chaque établissement.

Il s'agit notamment de produits d'alimentation et d'hygiène.

Les produits de cantine stockée sont conservés dans le magasin de chaque établissement pénitentiaire et le service économique en assure la gestion (Cf. infra « tenue et comptabilisation des stocks »).

Chaque année en fin d'exercice, un inventaire annuel donne lieu à des écritures comptables afin de constater la variation du stock.

#### **1.1.1. Les dépenses du compte de commerce en matière de cantine stockée**

##### ♦ Achat par l'UO des stocks de cantine (dépense)

Suivant l'organisation des structures, chaque chef d'établissement établit ses bons de commandes ou envoie ses demandes d'achats au responsable de l'unité opérationnelle (RUO) qui les regroupe pour formaliser les bons de commandes. Le RUO du compte de commerce commande des produits et réalise les achats de cantine stockée.

À la réception des marchandises, dans chaque établissement pénitentiaire, la livraison est validée. L'établissement pénitentiaire stocke les produits de cantine, l'économe assure la gestion des stocks et les tient à la disposition des détenus.

Le gestionnaire habilité atteste le service fait. Il adresse les factures au responsable de l'unité opérationnelle qui établit le mandat correspondant aux achats de cantine stockée via l'application NDL.

Les écritures comptables (imputations) d'émission et de validation de mandats sont décrites ci-dessous.

Les achats de produits de cantine stockée, destinés à être vendus aux détenus, sont considérés comme des marchandises stockées, imputées au compte 607.8 « Achat de marchandises stockées ».

Par ailleurs, le compte 606288 « Achats non stockés – diverses autres matières et fournitures consommables » également prévu dans la nomenclature du compte de commerce, ne peut être utilisé pour les produits de cantine conservés dans le magasin de chaque établissement pénitentiaire car il s'agit de produits stockés. Ce compte est essentiellement utilisé pour les « autres produits de cantine » qui ne sont pas stockés.

##### ♦ Émission du mandat par le responsable d'unité opérationnelle

L'émission du mandat par le responsable d'unité opérationnelle, via l'application NDL génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte de 607.8 « Achats de marchandises stockées- autres activités associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912.XX. (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX.NH (complété par l'article d'exécution).

## ANNEXE (suite)

Le responsable de l'unité opérationnelle transmet le mandat au comptable assignataire accompagné des pièces justificatives (factures).

### ♦ Contrôle et validation du mandat par le comptable assignataire

Après contrôle du mandat et des pièces justificatives (factures), le comptable assignataire valide le mandat dans NDL, entraînant ainsi la mise en paiement aux fournisseurs.

La validation du mandat par le comptable assignataire génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte de classe 4 préalablement crédité : 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX.NH (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte de règlement.

### **1.1.2. Les recettes du compte de commerce en matière de cantine stockée**

La vente de biens de cantine (« cantine stockée ») aux détenus représente une recette pour le compte de commerce.

### ♦ Les détenus effectuent des achats de cantine par l'intermédiaire du régisseur des comptes nominatifs

Les détenus effectuent leur commande au moyen de bons de cantine pré imprimés qu'ils signent. Un blocage (provision), sur la part disponible de leur compte nominatif, est effectué par le régisseur, gérant des comptes nominatifs (logiciel GIDE). Les bons sont récapitulés par le régisseur, gérant des comptes nominatifs, et transmis à l'économe de l'établissement à l'appui d'un état récapitulatif chiffré.

Avec l'état récapitulatif, l'économe de l'établissement donne l'ordre au magasinier de sortir les produits (cf. chapitre II – 3<sup>ème</sup> partie - n°4 « tenue et comptabilisation des stocks »). L'économe vise l'état récapitulatif et le transmet au régisseur, gérant des comptes nominatifs. En parallèle, il envoie une copie de ce document chiffré au responsable de l'unité opérationnelle.

Au jour le jour, le régisseur, gérant des comptes nominatifs effectue le déblocage sur les comptes qui lui permet d'enregistrer les achats de cantine des détenus dans la comptabilité auxiliaire GIDE (débit des comptes nominatifs des détenus pour le montant de leurs achats), lorsque la livraison aux détenus va être effectuée. Cette opération génère le bon de livraison remis à chaque détenu.

Le surveillant cantinier assure la distribution à chaque personne détenue.

Ensuite le régisseur comptabilise l'opération dans la régie (pour le montant global des achats quotidiens).

Régulièrement et au moins une fois par mois, le régisseur, gérant des comptes nominatifs, récapitule les dépenses de cantine stockée effectuées par l'ensemble des détenus. Après un contrôle en masse, il établit un chèque sur son compte de dépôt de fonds qu'il transmet au comptable assignataire (TPG du siège de la DRSP). En parallèle, il en informe le responsable de l'unité opérationnelle.

## ANNEXE (suite)

Simultanément à l'émission du chèque au profit du comptable assignataire, il enregistre l'écriture correspondante dans la comptabilité de la régie.

Remarque : la transmission du chèque à l'UO est contraire à la réglementation : la détention des fonds et valeurs est de la compétence exclusive du comptable, sous peine de gestion de fait.

◆ Réception et encaissement du chèque par le comptable assignataire

Dès réception des états récapitulatifs (des achats de cantine réalisés par les détenus) et du chèque émis par le régisseur des comptes nominatifs, le comptable assignataire procède à une vérification et encaisse le chèque :

Débit compte 448.14 « CDFT – Fonds des détenus »

Crédit 475.1244 « comptes transitoires ou d'attente créditeurs – opérations des comptes spéciaux – opérations des comptes de commerce – compte de commerce cantine et rémunération des détenus dans le cadre pénitentiaire »

Remarque : L'écriture comptable ci-dessus est simplifiée. En pratique, les mouvements sur les comptes de dépôt de fonds se font par l'intermédiaire des applications PSAR et CEP, que le comptable assignataire soit teneur du compte de dépôt de fonds au Trésor (CDFT) du régisseur ou non.

Après avoir encaissé le chèque, le comptable assignataire transmet sans délai l'état de recouvrement des sommes encaissées au responsable d'unité opérationnelle pour émission du titre correspondant.

◆ Émission du titre par le responsable de l'unité opérationnelle du compte de commerce

Le RUO reçoit régulièrement et au minimum une fois par mois l'état de recouvrement des sommes encaissées émis par le TPG assignataire (dont le montant correspond au solde du compte transitoire).

Dès la réception de ce document, le RUO émet un titre de perception pour le montant figurant sur l'état de recouvrement des sommes encaissées et l'adresse au TPG assignataire pour prise en charge (de régularisation).

◆ Prise en charge du titre par le comptable assignataire

Dès la réception du titre émis par l'unité opérationnelle, le comptable assignataire contrôle et prend en charge le titre dans l'application REP.

Cette opération se traduit par l'écriture suivante intégrée automatiquement en CGL chez le comptable assignataire :

Débit compte 411.11 « Clients. Ventes de biens ou de prestations de service. Année courante » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.011

Crédit compte 707 « Ventes de marchandises » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.011.

La recette étant sur un compte transitoire à la TG, le titre de perception est soldé dès sa prise en charge dans l'application REP.

## ANNEXE (suite)

L'encaissement de la recette se traduit par l'écriture suivante intégrée automatiquement en CGL chez le comptable assignataire :

Débit compte 475.1244 « comptes transitoires ou d'attente créditeurs – opérations des comptes spéciaux – opérations des comptes de commerce – compte de commerce cantine et rémunération des détenus dans le cadre pénitentiaire »

Crédit compte 411.11 « Clients. Ventes de biens ou de prestations de service. Année courante » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.011

### ***1.2- Les autres produits de cantine***

Seules sont imputées sur le compte de commerce les dépenses de produits de cantine faisant l'objet d'un achat par l'administration pénitentiaire relevant d'un marché public ou figurant sur une liste préétablie, et destinés à être vendus aux détenus.

Les autres produits de cantine sont ceux achetés directement par le régisseur, gérant des comptes nominatifs, après accord du chef d'établissement, pour le compte des détenus.

Ils ne transitent pas par le magasin de stockage et ne font donc pas l'objet de stocks (contrairement aux produits de cantine stockée).

#### **1.2.1. Les dépenses du compte de commerce en matière de cantine non stockée**

##### ♦ Achat par l'UO de produits de cantine non stockée (dépense)

Les détenus effectuent leur commande au moyen de bons de cantine pré imprimés qu'ils signent. Un blocage (provision), sur la part disponible de leur compte nominatif, est effectué par le régisseur, gérant des comptes nominatifs (logiciel GIDE). Ces bons sont récapitulés par le régisseur, gérant des comptes nominatifs, et transmis à l'économe de l'établissement à l'appui d'un état récapitulatif chiffré.

Au vu des demandes formulées par les détenus et suivant l'organisation des structures, chaque chef d'établissement envoie ses demandes d'achats relevant d'un marché public ou figurant sur une liste préétablie au responsable de l'unité opérationnelle (RUO) qui les regroupe, ou établit ses bons de commandes.

Le RUO du compte de commerce commande des produits et réalise les achats.

À la réception des produits, dans chaque établissement pénitentiaire, la livraison est validée. L'économe réceptionne les marchandises au regard de l'état récapitulatif.

Le gestionnaire habilité atteste le service fait. Il adresse les factures au responsable de l'unité opérationnelle qui établit le mandat correspondant à ces achats via l'application NDL et le transmet au comptable assignataire accompagné des pièces justificatives (factures).

## ANNEXE (suite)

♦ Émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle

L'émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle grâce à l'application NDL génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte 606288 « Achats non stockés – diverses autres matières et fournitures associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX.MR (complété par l'article d'exécution).

♦ Contrôle et validation du mandat par le comptable assignataire

Après contrôle du mandat et des pièces justificatives (factures), le comptable assignataire valide le mandat dans NDL, entraînant ainsi la mise en paiement aux fournisseurs.

La validation du mandat par le comptable assignataire génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte de classe 4 préalablement crédité : 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX.MR (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte de règlement.

**1.2.2. Les recettes du compte de commerce en matière de cantine non stockée**

La vente de produits de cantine non stockée aux détenus représente une recette pour le compte de commerce.

Dès réception des marchandises, celles-ci sont mises à disposition des détenus qui les ont commandées (pas de stocks).

Au jour le jour, le régisseur, gérant des comptes nominatifs effectue le déblocage sur les comptes qui lui permet d'enregistrer les achats de cantine des détenus dans la comptabilité auxiliaire GIDE (débit des comptes nominatifs des détenus pour le montant de leurs achats), lorsque la livraison aux détenus va être effectuée. Cette opération génère le bon de livraison remis à chaque détenu.

Le surveillant cantinier assure la distribution à chaque personne détenue.

Ensuite le régisseur comptabilise l'opération dans la régie (pour le montant global des achats quotidiens).

Les modalités de remboursement de ces achats par les détenus sont identiques à celles des biens de cantine stockée.

## ANNEXE (suite)

**2 - Prestations de service de cantine*****2.1- Les dépenses du compte de commerce en matière de prestations de service de cantine***

La location est contractualisée par un marché public, pour les télévisions, elle peut comprendre la redevance télévisuelle.

Il peut s'agir notamment de la location de télévisions, réfrigérateurs, abonnements, blanchissage, frais d'actes et de procédure, autres charges externes.

Les dépenses de prestations de service de cantine font l'objet de mandats imputés sur les comptes répertoriés dans la nomenclature d'exécution du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » - section 1 « cantine des détenus » - partie « achats de prestations de service ».

Les modalités d'émission et de validation du mandat sont les suivantes :

◆ *Émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle*

L'émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle grâce à l'application NDL, génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte de classe 6 (en fonction de la nature exacte de la dépense) associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. XX (complété par l'article d'exécution et le code alphanumérique).

◆ *Contrôle et validation du mandat par le comptable assignataire*

Après contrôle du mandat et des pièces justificatives (factures), le comptable assignataire valide le mandat dans NDL, entraînant ainsi la mise en paiement.

L'écriture suivante est générée automatiquement en CGL :

Débit compte de classe 4 préalablement crédité : 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. XX (complété par l'article d'exécution et le code alphanumérique).

Crédit compte de règlement.

***2.2- Les recettes du compte de commerce en matière de prestations de service de cantine***

Le paiement par les détenus s'effectue par l'intermédiaire d'une demande de prestation (imprimé préétabli), signée par ces derniers pour une utilisation des matériels sur un temps donné (en principe : 15 jours ou 1 mois).

## ANNEXE (suite)

Les recettes du compte de commerce en matière de prestations de service de cantine font l'objet de titres imputés au crédit du compte 706.88 « Prestations de services – Autres prestations diverses » associé à la spécification comptable de recettes du compte de commerce 912.111.

La prise en charge des titres de perception dans l'application REP génère l'écriture suivante dans la comptabilité du comptable assignataire :

Débit compte 411.11 « Clients. Ventes de biens ou de prestations de service. Année courante » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.111

Crédit compte 706.88 « Prestations de services – Autres prestations diverses » associé à la spécification comptable de recettes du compte de commerce 912.111.

L'encaissement de la recette se traduit par l'écriture suivante intégrée automatiquement en CGL chez le comptable assignataire :

Débit compte de règlement

Crédit compte 411.11 « Clients. Ventes de biens ou de prestations de service. Année courante » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.111 pour les recettes sur prises en charge de l'année courante

Crédit compte 411.12 « Clients. Ventes de biens ou de prestations de service. Années antérieures » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.111 pour les recettes sur prises en charge des années antérieures.

### 3 – Matériel, entretien et fonctionnement de l'activité de cantine

Il s'agit d'opérations exceptionnelles.

#### *3.1- Les dépenses de matériel, entretien et fonctionnement liées à l'activité de cantine*

Certains matériels sont utilisés spécifiquement pour la cantine (chariots de distribution réfrigérés ou non, véhicules de manutention, etc. ...).

Les dépenses de matériel, entretien et fonctionnement liées à l'activité de cantine font l'objet de mandats imputés sur les comptes répertoriés dans la nomenclature d'exécution du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » - section 1 « cantine des détenus » - partie « Dépenses de matériel, entretien et fonctionnement liées à l'activité de cantine ».

Les modalités d'émission et de validation du mandat sont les suivantes :

#### ♦ Émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle

L'émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle grâce à l'application NDL, génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte de classes 2 ou 6 (en fonction de la nature exacte de la dépense) associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. (complété par l'article d'exécution).

## ANNEXE (suite)

Crédit compte 404.1 « Fournisseurs – Achats d’immobilisations » ou 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service », associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. XX (complété par l’article d’exécution et le code alphanumérique).

◆ Contrôle et validation du mandat par le comptable assignataire

Après contrôle du mandat et des pièces justificatives (factures), le comptable assignataire valide le mandat dans NDL, entraînant ainsi la mise en paiement.

L’écriture suivante est générée automatiquement en CGL :

Débit compte de classe 4 préalablement crédité : 404.1 ou 401.1, associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. XX (complété par l’article d’exécution et le code alphanumérique).

Crédit compte de règlement.

### **3.2- Les recettes du compte de commerce liées à l’activité de cantine**

Du matériel immobilisé peut être vendu par l’intermédiaire du service des Domaines.

## **4 – Dépenses et recettes diverses accidentelles**

### **4.1- Les dépenses accidentelles du compte de commerce**

Les opérations de dépenses accidentelles liées au compte de commerce concernent les intérêts moratoires ainsi que diverses autres charges de gestion ordinaire.

Les dépenses accidentelles liées à l’activité de cantine font l’objet de mandats imputés sur les comptes répertoriés dans la nomenclature d’exécution du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » - section 1 « cantine des détenus » - partie « Dépenses diverses et accidentelles ».

Les modalités d’émission et de validation du mandat sont les suivantes :

#### **LES INTÉRÊTS MORATOIRES :**

◆ Émission du mandat par le responsable de l’unité opérationnelle

L’émission du mandat par le responsable de l’unité opérationnelle grâce à l’application NDL, génère automatiquement l’écriture suivante en CGL :

Débit compte 622.1 « Intérêts moratoires » - associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. (complété par l’article d’exécution).

Crédit compte 467.8512 « Dettes relatives aux intérêts moratoires, indemnités, pénalités et condamnations » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. WK (complété par l’article d’exécution).



## ANNEXE (suite)

♦ Contrôle et validation du mandat par le comptable assignataire

Après contrôle du mandat et des pièces justificatives, le comptable assignataire valide le mandat dans NDL, entraînant ainsi la mise en paiement. L'écriture suivante est générée automatiquement en CGL :

Débit compte préalablement crédité : 467.8512 « Dettes relatives aux intérêts moratoires, indemnités, pénalités et condamnations » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. WK (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte de règlement.

*DIVERSES AUTRES CHARGES DE GESTION ORDINAIRE*♦ Émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle

L'émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle grâce à l'application NDL, génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte 628.8 « Autres charges de gestion ordinaire - divers » - associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte 467.888 « Divers autres comptes débiteurs ou créditeurs » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. XP (complété par l'article d'exécution).

♦ Contrôle et validation du mandat par le comptable assignataire

Après contrôle du mandat et des pièces justificatives, le comptable assignataire valide le mandat dans NDL, entraînant ainsi la mise en paiement. L'écriture suivante est générée automatiquement en CGL :

Débit compte préalablement crédité : 467.888 « Divers autres comptes débiteurs ou créditeurs » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. XP (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte de règlement.

*4.2- Les recettes accidentelles du compte de commerce*

Les recettes accidentelles du compte de commerce liées à l'activité de cantine font l'objet de titres pris en charge par le comptable assignataire conformément à l'écriture suivante :

Débit compte 411.81 « Clients – Produits divers – année courante » associé à la spécification comptable de recettes du compte de commerce 912.211.

Crédit du compte 728.88 « Produits de fonctionnement divers – Autres produits de fonctionnement divers » associé à la spécification comptable de recettes du compte de commerce 912.211.

L'encaissement de la recette se traduit par l'écriture suivante intégrée automatiquement en CGL chez le comptable assignataire :

Débit compte de règlement

Crédit compte 411.81 « Clients – Produits divers – année courante » associé à la spécification comptable de recettes du compte de commerce 912.211 pour les recettes sur prises en charge de l'année courante

## ANNEXE (suite)

Crédit compte 411.82 « Clients – Produits divers. Années antérieures » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.111 pour les recettes sur prises en charge des années antérieures.

Les opérations liées aux recettes diverses et accidentelles correspondent notamment à la marge d'exploitation réalisée sur la cantine ainsi qu'aux avoirs des fournisseurs.

## **5 – Mouvements de fonds (dépenses et recettes) avec le budget général**

Il s'agit d'opérations passées le plus souvent au niveau central.

Pour les opérations exécutées au niveau central, les titres seront émis par l'ordonnateur principal du compte de commerce (DAGE) et seront assignés sur le contrôleur budgétaire et comptable ministériel près le ministère de la justice. Les dossiers de liquidation seront émis par l'ordonnateur principal du ministère de la justice (DAGE) et assignés sur le contrôleur budgétaire et comptable ministériel près le ministère de la justice.

### ***5.1- Les dépenses ou versements au budget général***

Ces versements vont correspondre notamment aux achats des stocks de cantine constitués à partir de crédits de fonctionnement issus du budget des établissements pénitentiaires.

Les versements de fonds au budget général correspondent à des dépenses du compte de commerce et font l'objet de mandats imputés au compte 628.14 « versement des budgets annexes et comptes spéciaux au budget général » - associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. (complété par l'article d'exécution).

### ***5.2- Les recettes ou versements du budget général***

Il s'agit essentiellement de crédits réservés à l'indigence, utilisés pour mettre à disposition des produits de première nécessité aux détenus répondant à différents critères notamment financiers.

Les versements de fonds provenant du budget général correspondent à des recettes du compte de commerce et font l'objet de titres pris en charge au crédit du compte :

- 707 « Ventes de marchandises » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.311, lorsqu'il s'agit de ventes de biens de cantine aux indigents.
- 728.88 « Produits de fonctionnement divers – Autres produits de fonctionnement divers » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.321 pour les autres versements.

\*

\* \*

## **2<sup>ème</sup> partie – section II du compte de commerce : travail des détenus en milieu pénitentiaire**

### **1 – Les dépenses du compte de commerce en matière de versement de la rémunération nette des détenus.**

Les dépenses de rémunération des détenus sont particulièrement sensibles. En effet, elles constituent bien souvent la principale source de revenus des détenus. Sous peine de créer des tensions dans les établissements pénitentiaires, la mise à disposition de ces fonds sur les comptes nominatifs des détenus ne doit pas être retardée.

La rémunération nette des détenus doit leur être versée sur leur compte nominatif en application des articles D. 102 et suivants du Code de procédure pénale. Le destinataire des paiements des rémunérations ne peut donc être que le régisseur, gérant des comptes nominatifs.

Seules les rémunérations des détenus travaillant pour le compte de concessionnaire ou de la RIEP sont gérées à partir du compte de commerce. Les rémunérations dues au titre du service général demeurent soumises à la procédure budgétaire de droit commun. Elles constituent une charge de fonctionnement pour l'établissement pénitentiaire (budget général).

Les opérations de rémunérations de la main d'œuvre pénale font intervenir les mêmes acteurs locaux et dans des conditions proches de celles en vigueur avant la création du compte de commerce : les unités opérationnelles en tant qu'ordonnateurs secondaires par délégation ou subdélégation de signature et les TPG auprès desquels sont rattachées les DRSP au titre de comptables locaux.

En outre, les opérations de tenue et de suivi des comptes nominatifs sont assurées par des régisseurs, gérants des comptes nominatifs.

Les opérations de constatation et de liquidation des rémunérations sont réalisées dans le cadre de l'application informatique GIDE.

Afin de respecter les délais de mise à disposition des fonds au profit des détenus, la procédure de mandatement a été adaptée en 2006 (transmission par télécopie).

Dans le cadre de la mise en œuvre du compte de commerce, du respect des dispositions du Code de procédure pénale et afin de simplifier la procédure de paiement des rémunérations nettes, les comptes nominatifs des détenus pourront désormais être crédités avant le CDFT du régisseur, gérant des comptes nominatifs dans le cadre prévu par la présente instruction.

La rémunération des détenus dans le cadre du compte de commerce peut donc suivre trois circuits. Les deux premiers (versements mensuel et occasionnel) constituent la procédure habituelle de versement de la rémunération. Toutefois, le paiement de la rémunération mensuelle doit être distingué du paiement de la rémunération des détenus libérables et à transférer. Par ailleurs, une procédure est nécessaire en cas d'urgence dans l'hypothèse où les comptes nominatifs ne pourraient être crédités avant le CDFT du régisseur.

Le dispositif de rémunération des détenus employés pour le compte du service général des établissements pénitentiaires est décrit dans l'instruction relative à l'organisation financière et comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire.

## ANNEXE (suite)

***1.1- Le versement de la rémunération nette mensuelle des détenus***

Les comptes nominatifs des détenus peuvent être crédités avant le CDFT du régisseur dans le cadre prévu par la présente instruction et après validation par le responsable de l'unité opérationnelle.

Le régisseur, gérant des comptes nominatifs, impute, au vu d'une instruction de l'ordonnateur, les opérations individuelles dans sa comptabilité auxiliaire par l'intermédiaire de l'application informatique GIDE avant que son CDFT ne soit mouvementé. L'ordonnateur secondaire, ayant une délégation ou une subdélégation de signature, donne cette instruction après s'être assuré de la validité de la créance. Il s'engage par cette instruction à mandater pour ce même montant (validation de la demande d'autorisation de dépense). Le régisseur, gérant des comptes nominatifs, est donc assuré de la régularisation de l'écart constaté temporairement dans ses écritures. Il doit être justifié à tout moment.

Cette procédure supprime toute la procédure de transmission de documents par télécopies, trop contraignante pour les acteurs locaux.

◆ *Le versement mensuel de la rémunération nette des détenus*

Les détenus qui ont effectué un travail ont droit, mensuellement, au versement de la rémunération afférente dans les conditions décrites ci-dessous.

*1) La préparation mensuelle des paies et blocage*

La pré-liquidation mensuelle des rémunérations est effectuée, dans la mesure du possible, au début de la troisième décade du mois. Les dates spécifiques, notamment en décembre, de pré-liquidation mensuelle seront communiquées par la DRSP au comptable assignataire.

Les paies des détenus sont pré-liquidées par l'application GIDE au vu des documents fournis par les chefs d'atelier et visés par le chef d'établissement. Cette pré-liquidation entraîne le blocage des montants dans GIDE.

*2) L'envoi du justificatif*

Le document émis par GIDE (demande d'autorisation de dépense des rémunérations « nettes à payer ») est visé par le chef d'établissement et le régisseur, gérant des comptes nominatifs, qui l'adresse au responsable de l'unité opérationnelle.

*3) Le crédit des comptes nominatifs*

Après contrôle, le RUO donne son accord pour que les comptes nominatifs soient crédités sur cette base. L'instruction du RUO, qui s'engage par écrit à procéder au mandatement, est transmise au régisseur, gérant des comptes nominatifs, l'autorisant à créditer immédiatement les comptes (déblocage).

Il comptabilise ces opérations dans sa comptabilité auxiliaire GIDE (crédit des comptes nominatifs des détenus pour le montant des rémunérations nettes). En revanche, il ne pourra enregistrer ces écritures définitives dans la comptabilité de la régie qu'une fois que son CDFT aura été crédité (c'est-à-dire, après règlement du mandat par le comptable assignataire au profit du régisseur des comptes nominatifs). Il est tenu de justifier les écarts constatés par un état de rapprochement. Aussi, pour ajuster la comptabilité de la régie vis-à-vis des comptes nominatifs, le régisseur, gérant des comptes nominatifs, enregistre une écriture d'attente.

## ANNEXE (suite)

*4) La transmission des pièces justificatives pour mandatement*

Le crédit des comptes nominatifs dans l'application GIDE permet l'édition du récapitulatif de la feuille mensuelle de rémunérations.

Les documents émis à ce stade par GIDE (demande d'autorisation de dépense, feuille mensuelle de rémunération, ...) sont visés par le régisseur, gérant des comptes nominatifs et le chef d'établissement qui les adresse, au responsable de l'unité opérationnelle (RUO) pour mandatement.

◆ *Le responsable d'unité opérationnelle établit le mandat*

Dès réception des documents transmis par le chef d'établissement et après contrôle, le responsable de l'unité opérationnelle effectue, sans délai, l'opération de mandatement dans NDL pour les rémunérations nettes en distinguant les concessionnaires et assimilés et la Régie Industrielle de l'Emploi Pénitentiaire (RIEP).

En l'état actuel des éditions, les montants, justifiant la pré-liquidation des rémunérations sous l'applicatif GIDE, sont actuellement mentionnés sur un document unique répartis en service général ; concessionnaires ; RIEP. Ces éditions sont accompagnées d'un état, établi et certifié par le responsable de l'unité opérationnelle, ventilant les montants entre le budget général et le budget du compte de commerce et au sein du compte de commerce, entre les concessionnaires et la RIEP.

Il est essentiel de distinguer les trois types de rémunérations versées aux détenus par l'établissement pénitentiaire. Bien que ces dépenses soient mandatées sur un même compte PCE (612.2), elles doivent impérativement être dissociées les unes des autres et faire l'objet de mandats distincts :

- Celles versées en contrepartie de travaux de « service général » effectués pour le compte de l'établissement (entretien, blanchisserie, cuisine...) sont supportées par le budget général (programme 107).
- Celles versées en contrepartie de travaux réalisés pour le compte de concessionnaires sont supportées par le compte de commerce 912.
- Celles versées en contrepartie de travaux réalisés pour le compte de la RIEP sont supportées par le compte de commerce 912).

Le créancier est le régisseur chargé de la gestion des comptes nominatifs. Il convient d'inscrire dans la zone « objet de la dépense - pièce justificative » les quatre derniers chiffres du CDFT du régisseur chargé de la gestion des comptes nominatifs, un espace et la clé (soit 7 caractères).

Remarque : Lorsqu'un détenu a travaillé à la fois pour le compte du service général et des concessionnaires (ou de la RIEP), l'état certifié par l'ordonnateur doit clairement distinguer les différentes parts de sa rémunération. En effet, la part relevant du service général et la part relevant des concessionnaires n'ont pas la même imputation budgétaire.

Le RUO adresse le mandat et les pièces justificatives, sans délai, selon la procédure actuelle au comptable assignataire.

L'attention des ordonnateurs est appelée sur l'importance d'établir les mandats et de les envoyer au comptable assignataire le jour même de la réception des pièces justificatives afin que l'écart entre le CDFT et la comptabilité auxiliaire du régisseur, gérant des comptes nominatifs soit régularisé au plus vite.

## ANNEXE (suite)

En effet, l'allongement des délais de mandatement est susceptible d'entraîner une difficulté de trésorerie pour la régie liée à la gestion des comptes nominatifs et ne permettrait pas de faire face aux dépenses pour le compte des détenus.

◆ Émission du mandat par le responsable d'unité opérationnelle

L'émission du mandat via NDL par le RUO génère automatiquement dans la comptabilité du comptable assignataire l'écriture suivante en CGL :

Débit compte de classe 612.2 « Rémunération et charges sociales du travail des détenus » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX.QL (complété par l'article d'exécution).

◆ Contrôle du mandat par le comptable assignataire

En l'état actuel des éditions de l'applicatif GIDE, l'ordonnateur ne peut produire la liste certifiée des détenus ayant travaillé et détaillant leur affectation, leurs heures de travail et leur rémunération. Le contrôle des rémunérations des détenus porte, par sondage, sur le paiement de la rémunération versée à chaque détenu.

Le comptable exerce les contrôles de la dépense au vu des pièces dont il dispose :

- la demande d'autorisation de dépenses transmise, masses des rémunérations des détenus présents à la date de la pré-liquidation ;
- le récapitulatif de la Feuille Mensuelle des Rémunérations (FMR) qui comprend le détail par concessionnaires des rémunérations du mois, y compris les détenus libérés ou transférés ;
- un dossier préétabli en début d'année indiquant les taux horaires par concessionnaire (contrats de concession) doit être actualisé dès que cela est nécessaire.

◆ Validation du mandat par le comptable assignataire

Après contrôle des mandats et des pièces justificatives, le comptable assignataire valide ces mandats dans NDL, entraînant ainsi la mise en paiement au profit du régisseur, gérant des comptes nominatifs.

La validation du mandat par le comptable assignataire génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX.QL (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte 448.14 « CDFT – Fonds des détenus »

L'écriture ci-dessus est simplifiée. En pratique, les mouvements sur les comptes de dépôt de fonds transitent par les applications PSAR et CEP.

## ANNEXE (suite)

### ***1.2- Le versement de la rémunération des détenus libérables et à transférer***

Lorsqu'un détenu est libéré ou transféré en cours de mois, la rémunération du travail effectué entre le paiement des rémunérations du mois précédent et la sortie ou le transfert, doit être retracée sur le compte nominatif du détenu avant de lui être remis (détenu libéré) ou transféré dans l'établissement pénitentiaire d'accueil (détenu transféré).

Le versement de la rémunération de ces détenus doit donc intervenir dans des délais très brefs. La possibilité pour le régisseur, gérant des comptes nominatifs, de créditer les comptes nominatifs avant le CDFT permet le paiement rapide des détenus.

Le paiement de la rémunération des détenus libérables et à transférer suit donc les mêmes étapes que celles de la rémunération mensuelle des détenus (cf. supra).

Toutefois, certaines particularités doivent être signalées.

Le paiement des rémunérations des détenus libérables et à transférer dans le cadre du compte de commerce doit impérativement avoir lieu par mandatement. Il ne peut pas avoir lieu par l'intermédiaire des régies budgétaires.

#### ♦ *Le versement de la rémunération nette des détenus libérables et à transférer s'effectue quotidiennement*

Le greffe de l'établissement pénitentiaire communique les informations relatives à la libération ou au transfert des détenus quotidiennement. La pré-liquidation des rémunérations s'effectue au jour le jour, avant clôture du compte nominatif du détenu libérable ou à transférer.

L'autorisation de dépense des rémunérations « nettes à payer » occasionnelle est visée par le chef d'établissement et le régisseur, gérant des comptes nominatifs, qui l'adresse aussitôt au responsable de l'unité opérationnelle.

L'édition, sous GIDE, du document unique reprenant les montants du service général, des concessionnaires, de la RIEP doit être demandée par le régisseur, gérant des comptes nominatifs.

Le régisseur, gérant des comptes nominatifs, impute, au vu d'une instruction de l'ordonnateur, les opérations individuelles dans sa comptabilité auxiliaire par l'intermédiaire de l'application informatique GIDE avant que son CDFT ne soit mouvementé. L'ordonnateur secondaire, ayant une délégation ou une subdélégation de signature, donne cette instruction après s'être assuré de la validité de la créance. Il s'engage par cette instruction à mandater pour ce même montant (validation de la demande d'autorisation de dépense).

Cette procédure permet de s'assurer du paiement de la rémunération des détenus libérables ou à transférer quotidiennement.

#### ♦ *Le responsable d'unité opérationnelle établit le mandat*

Cette procédure est la seule possible pour le paiement des rémunérations des détenus libérables et à transférer dans le cadre du compte de commerce.

Elle est très proche de celle mise en œuvre dans le cadre du versement mensuel des rémunérations.

Les pièces justificatives permettant le mandatement sont conservées afin d'éviter l'émission d'un mandat journalier.

## ANNEXE (suite)

En revanche, le mandatement doit intervenir au minimum une fois par semaine afin d'éviter les risques en termes de décalage entre le CDFT et la comptabilité auxiliaire du régisseur, gérant des comptes nominatifs. La périodicité du mandatement doit être évaluée en fonction des contraintes des services et des disponibilités du CDFT au regard des dépenses.

Le RUO adresse le mandat et les pièces justificatives, sans délai, selon la procédure traditionnelle au comptable assignataire.

◆ Émission du mandat par le responsable d'unité opérationnelle

L'émission du mandat génère automatiquement dans la comptabilité du comptable assignataire l'écriture suivante en CGL :

Débit compte de classe 612.2 « Rémunération et charges sociales du travail des détenus » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX.QL (complété par l'article d'exécution).

Le RUO adresse le mandat et les pièces justificatives, sans délai, selon la procédure traditionnelle au comptable assignataire.

◆ Contrôle du mandat par le comptable assignataire

Le comptable exerce les contrôles de la dépense au vu des pièces dont il dispose.

Dans l'attente des évolutions, le comptable dispose uniquement des autorisations de dépenses des rémunérations « nettes à payer » occasionnelles et d'un dossier préétabli en début d'année, indiquant les taux horaires par concessionnaire, matérialisé par les contrats de concession.

Remarque : Au moment du contrôle du mandat du versement mensuel de la rémunération, le comptable peut effectuer un contrôle de concordance a posteriori (les mandats du mois des détenus libérables et à transférer ajoutés au mandat mensuel de la rémunération des détenus doivent être égaux au total de la FMR)

◆ Validation du mandat par le comptable assignataire

Après contrôle des mandats et des pièces justificatives, le comptable assignataire valide ces mandats dans NDL, entraînant ainsi la mise en paiement au profit du régisseur des comptes nominatifs.

La validation du mandat par le comptable assignataire génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte 401.1 « Fournisseurs – Achats de biens et prestations de service » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX.QL (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte 448.14 « CDFT – Fonds des détenus ».

L'écriture ci-dessus est simplifiée. En pratique, les mouvements sur les comptes de dépôt de fonds transitent par les applications PSAR et CEP.



## ANNEXE (suite)

***1.3- Le cas d'urgence : le versement des rémunérations dans l'hypothèse où le CDFT du régisseur, gérant des comptes nominatifs, ne permettrait pas de faire de face aux dépenses pour le compte des détenus.***

Le crédit des comptes nominatifs avant la validation du mandatement crée un écart de trésorerie entre la comptabilité auxiliaire du régisseur, gérant des comptes nominatifs et son CDFT. Il pourrait donc arriver que le régisseur des comptes nominatifs ne dispose pas des fonds suffisants sur son CDFT pour faire face à l'ensemble des dépenses susceptibles d'intervenir entre le crédit des comptes nominatifs et le crédit de son CDFT.

Si un tel cas de figure devait se produire, le régisseur, gérant des comptes nominatifs en informerait immédiatement le chef d'établissement et à travers lui le RUO.

Ce dernier prendrait contact avec la TG afin de mettre en place un dispositif d'urgence de mandatement accéléré décrit ci-dessous.

◆ Mise à disposition des fonds

*1) Préparation des paies et blocage*

Les paies des détenus sont pré-liquidées par l'application GIDE au vu des documents fournis par les chefs d'atelier et visés par le chef d'établissement. Cette pré-liquidation entraîne le blocage des montants dans GIDE.

*2) Envoi des justificatifs au responsable de l'unité opérationnelle (RUO)*

Les pièces justificatives sont visées par le régisseur, gérant des comptes nominatifs et le chef d'établissement qui les adresse (par fax), au responsable de l'unité opérationnelle (RUO).

*3) Mandatement des rémunérations nettes*

Après contrôle, le responsable de l'unité opérationnelle (RUO) effectue l'opération de mandatement des rémunérations nettes au profit des détenus, en distinguant chaque nature (service général, concessionnaires et assimilés, RIEP). Pour cela, il saisit les informations nécessaires dans l'application NDL.

*4) Transmission des pièces justificatives au comptable assignataire*

Le RUO faxe le mandat et les pièces justificatives au comptable assignataire (TPG du siège de la DRSP). Concomitamment, il lui adresse ces documents version papier.

*5) Le comptable assignataire informe les comptables teneurs des CDFT des régisseurs des CN*

Après contrôle des documents faxés par le RUO, le comptable assignataire informe par télécopie chaque TPG teneur de comptes concerné du montant des rémunérations à créditer sur les CDFT des régisseurs, gérants des comptes nominatifs.

## ANNEXE (suite)

6) *Crédit sur le CDFT du régisseur, gérant des comptes nominatifs*

Dès réception du fax transmis par le comptable assignataire, chaque comptable teneur de comptes crédite les CDFT des régisseurs, gérants des comptes nominatifs en contrepartie d'un compte spécifique. Le service dépôts et services financiers de la TG procède à une saisie transactionnelle dans CEP via SOPCLI.

7) *Crédit des comptes nominatifs*

Le régisseur, gérant des comptes nominatifs est informé (par fax) par la TG, teneuse de compte, de l'opération de virement des rémunérations nettes.

♦ Régularisation

Le mandat est émis par l'UO en jour « J » et les pièces justificatives sont transmises au TPG de la DRSP le même jour.

Le compte d'avance est soldé.

♦ Le paiement des rémunérations des détenus en début d'année

Le paiement des rémunérations des détenus imputées sur le compte de commerce 912 s'effectue dès le 1<sup>er</sup> janvier. En effet, le compte de commerce fonctionne sans délégation de crédit.

## **2 – Les recettes du compte de commerce en matière de rémunérations des détenus : les remboursements des concessionnaires / RIEP**

♦ Émission des titres à l'encontre des concessionnaires / RIEP

Une fois le mandat de rémunérations mensuelles des détenus validé par le comptable, celui-ci en informe le responsable de l'unité opérationnelle, qui doit immédiatement émettre les titres de perception à l'encontre des concessionnaires ou de la RIEP (sans attendre les encaissements). Ces titres sont ensuite adressés au comptable assignataire pour prise en charge et recouvrement.

Les titres sont émis mensuellement, y compris pour les remboursements des détenus libérables et à transférer.

Il est rappelé que le titre mensuel émis à l'encontre de chaque concessionnaire (ou de la RIEP) comprend à la fois la rémunération nette des détenus et les charges sociales mensuelles.

Il convient de préciser les délais de paiement sur les titres de recette et/ou joindre une copie du contrat de concession lors de l'envoi du premier titre.

♦ Écritures de prise en charge du titre chez le comptable assignataire

- Pour les titres émis à l'encontre des concessionnaires :

Débit compte 411.11 « Clients – ventes de biens ou prestations de services – année courante » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.411.

## ANNEXE (suite)

Crédit compte 706.83 « Prestations de services – Autres prestations – Prestations de service rendues par les comptes de commerce » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.411.

- Pour les titres émis à l'encontre de la RIEP :

Débit compte 431.8111 « Autres dettes et autres créances envers l'État – Créances des comptes spéciaux envers l'État – Créances des comptes de commerce envers l'État – Créances de l'année courante » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.421.

Crédit compte 706.83 « Prestations de services – Autres prestations – Prestations de service rendues par les comptes de commerce » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.421.

◆ Le recouvrement auprès des donneurs d'ordre (Concessionnaires et RIEP)

- Le recouvrement auprès des concessionnaires

En matière de travail pénitentiaire (pour le compte de concessionnaires), l'émission du titre doit être concomitante à celle de la validation du mandat relatif aux rémunérations, sans attendre les encaissements des concessionnaires (logique des droits constatés).

Or, les concessionnaires disposent d'un délai pour procéder au règlement fixé par contrat. Le délai de mise en œuvre du recouvrement est suivi par le trésorier-payeur général assignataire. Il conviendra de préciser sur le titre de perception les délais de paiement ou joindre une copie du contrat de concession lors de l'envoi du premier titre. En effet, en l'absence de versement de la part du débiteur au dernier jour du mois suivant celui de la prise en charge du titre, l'application REP édite automatiquement une lettre de rappel.

Les comptables assignataires sont seuls responsables du recouvrement auprès des concessionnaires. En l'absence de paiement spontané de la part des concessionnaires dans les délais impartis, ils mettent en œuvre les mesures de recouvrement contentieux.

Mensuellement, les responsables d'unités opérationnelles doivent être informés par le comptable assignataire de la situation des recouvrements (transmission des états REP mensuels).

Le recouvrement des titres émis à l'encontre des concessionnaires génère l'écriture suivante en CGL chez le comptable assignataire :

Débit compte de règlement

Crédit compte 411.11 « Clients – ventes de biens ou prestations de services – année courante » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.411.

- Le recouvrement auprès de la RIEP

La RIEP est assimilée à un concessionnaire : les titres de perception sont émis par les ordonnateurs secondaires du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » et le comptable en assure le recouvrement dans les mêmes conditions que pour les concessionnaires.

Le directeur du service de l'emploi pénitentiaire, ordonnateur secondaire à vocation nationale de la RIEP, est destinataire des titres de perception adressés par chaque comptable assignataire du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire », en vue de recouvrer les sommes avancées au titre du travail des détenus pour le compte de la RIEP.

## ANNEXE (suite)

À réception des titres de perception (ou le cas échéant dans les délais de paiement fixés conjointement avec l'établissement), le directeur du service de l'emploi pénitentiaire émet un mandat qu'il transmet à l'agent comptable de la RIEP pour prise en charge et paiement au comptable assignataire du titre émis. Régulièrement, les responsables d'unités opérationnelles doivent être informés par le comptable assignataire de la situation des recouvrements (transmission des états REP mensuels).

Le recouvrement des titres émis à l'encontre de la RIEP génère l'écriture suivante chez le comptable assignataire du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » :

Débit compte de règlement

Crédit compte 431.8111 « Autres dettes et autres créances envers l'État – Créances des comptes spéciaux envers l'État – Créances des comptes de commerce envers l'État – Créances de l'année courante » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.421.

### **3 – Les cotisations sociales dues au titre des versements aux détenus en contrepartie de leur travail**

#### ***3.1- Les dépenses du compte de commerce en matière de versement des cotisations sociales aux organismes de la sécurité sociale.***

Les rémunérations des détenus ne sont pas constituées que par de la rémunération nette. Les services pénitentiaires doivent également payer les cotisations sociales qui s'y rattachent. La nature des cotisations et leur fréquence de paiement sont régies par le Code de la sécurité sociale.

#### ♦ Liquidation des charges sociales et transmission des pièces justificatives

Les documents émis par GIDE (demande d'autorisation de dépense des cotisations sociales pour les Personnes Placées Sous Main de Justice) sont visés par le chef d'établissement qui les adresse (par fax), au responsable de l'unité opérationnelle (RUO) accompagnés de la déclaration de l'URSSAF.

#### ♦ Mandatement des charges sociales

Au regard des documents émis par GIDE (demande d'autorisation de dépense des cotisations sociales pour les PPSMJ), le responsable de l'unité opérationnelle, après contrôle, effectue des opérations de mandatement pour les charges sociales en distinguant chaque nature (service général, concessionnaires et assimilés, RIEP).

- Mandatement, compte PCE 6122 (QL) « rémunération et charges sociales du travail des détenus » pour les cotisations « santé des détenus ».
- Mandatement, compte PCE 6122 (QL) « rémunération et charges sociales du travail des détenus » pour les autres cotisations.

Les éditions GIDE et la déclaration de l'URSSAF seront accompagnées d'un certificat administratif, visé par le responsable de l'unité opérationnelle, permettant de différencier le budget général du budget du compte de commerce et au sein du compte de commerce les concessionnaires et la RIEP.

La déclaration de l'URSSAF ne peut être produite en document original qu'à l'appui d'un seul mandat par établissement.

## ANNEXE (suite)

Remarque : Lorsqu'un détenu a travaillé à la fois pour le compte du service général et des concessionnaires (ou de la RIEP), le certificat administratif doit clairement distinguer les différentes parts de sa rémunération. En effet, la part relevant du service général et la part relevant des concessionnaires n'ont pas la même imputation budgétaire.

### ◆ Transmission au comptable assignataire, prise en charge et paiement

Les pièces justificatives et les mandats sont transmis au comptable assignataire qui procède à la prise en charge et au paiement de la dépense.

### ***3.2- Les recettes du compte de commerce en matière de remboursements de charges sociales par les concessionnaires et la RIEP***

Il est rappelé que le titre mensuel émis à l'encontre de chaque concessionnaire (ou de la RIEP) comprend à la fois la rémunération nette des détenus ainsi que les charges sociales mensuelles.

Le recouvrement des charges sociales est donc assuré conformément à la procédure décrite ci-dessus (Chapitre III, section 2, paragraphe 2).

## **4 – Les dépenses et les recettes diverses et accidentelles**

### ***4.1- Les dépenses accidentelles du compte de commerce***

Les dépenses diverses et accidentelles liées à l'activité travail peuvent concerner les intérêts moratoires, ainsi que diverses autres charges de gestion ordinaire (acquisitions de fournitures et/ou de consommables liées à l'activité travail).

Les dépenses accidentelles liées à l'activité travail font l'objet de mandats imputés sur les comptes répertoriés dans la nomenclature d'exécution du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » - section 2 « travail des détenus » - partie « Dépenses diverses et accidentelles ».

Les modalités d'émission et de validation du mandat sont les suivantes.

### ***LES INTÉRÊTS MORATOIRES :***

#### ◆ Émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle

L'émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle grâce à l'application NDL, génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte 622.1 « Intérêts moratoires » - associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX (complété par l'article d'exécution).

## ANNEXE (suite)

Crédit compte 467.8512 «Dettes relatives aux intérêts moratoires, indemnités, pénalités et condamnations» associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. WK (complété par l'article d'exécution).

◆ Contrôle et validation du mandat par le comptable assignataire

Après contrôle du mandat et des pièces justificatives, le comptable assignataire valide le mandat dans NDL, entraînant ainsi la mise en paiement. L'écriture suivante est générée automatiquement en CGL :

Débit compte préalablement crédité : 467.8512 « Dettes relatives aux intérêts moratoires, indemnités, pénalités et condamnations » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. WK (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte de règlement.

### *DIVERSES AUTRES CHARGES DE GESTION ORDINAIRE*

◆ Émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle

L'émission du mandat par le responsable de l'unité opérationnelle grâce à l'application NDL, génère automatiquement l'écriture suivante en CGL :

Débit compte 628.8 «Autres charges de gestion ordinaire - divers » - associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte 467.888 «Divers autres comptes débiteurs ou créditeurs» associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. XP (complété par l'article d'exécution).

◆ Contrôle et validation du mandat par le comptable assignataire

Après contrôle du mandat et des pièces justificatives, le comptable assignataire valide le mandat dans NDL, entraînant ainsi la mise en paiement. L'écriture suivante est générée automatiquement en CGL :

Débit compte préalablement crédité : 467.888 « Divers autres comptes débiteurs ou créditeurs » associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX. XP (complété par l'article d'exécution).

Crédit compte de règlement.

### *4.2- Les recettes accidentelles du compte de commerce*

Ces recettes sont constituées par les avoirs des organismes sociaux (URSSAF).

Les recettes accidentelles du compte de commerce liées à l'activité de travail des détenus font l'objet de titres pris en charge par le comptable assignataire conformément à l'écriture suivante :

Débit compte 411.81 « Clients – Produits divers – année courante » associé à la spécification comptable de recettes du compte de commerce 912.511.

Crédit du compte 728.88 « Produits de fonctionnement divers – Autres produits de fonctionnement divers » associé à la spécification comptable de recettes du compte de commerce 912.511.

## ANNEXE (suite)

Le recouvrement des recettes se traduit par les écritures automatiques suivantes en CGL :

Débit compte de règlement

Crédit compte 411.81 « Clients – Produits divers – année courante » associé à la spécification comptable de recettes du compte de commerce 912.511 pour les recettes sur prises en charge de l'année courante

Ou

Crédit compte 411.82 « Clients – Produits divers – années antérieures » associé à la spécification comptable de recettes du compte de commerce 912.511 pour les recettes se rapportant à des titres pris en charge les années antérieures.

### **5 – Mouvements de fonds (dépenses et recettes) avec le budget général**

Il s'agit d'opérations passées le plus souvent au niveau central.

#### ***5.1- Les dépenses ou versements au budget général***

Il s'agit de remboursement de frais exposés par le budget général.

Les versements de fonds au budget général correspondent à des dépenses du compte de commerce et font l'objet de mandats imputés au compte 628.14 « versement des budgets annexes et comptes spéciaux au budget général » - associé à la spécification comptable du compte de commerce 0912 .XX (complété par l'article d'exécution).

#### ***5.2- Les recettes ou versements du budget général***

Il s'agit essentiellement de l'apurement des créances irrécouvrables générées par le non-remboursement de la rémunération par les concessionnaires.

Dans l'hypothèse où une créance s'avèrerait irrécouvrable, le comptable transmet, en double exemplaire, un état de demande d'admission en non-valeur à l'ordonnateur qui en accuse immédiatement réception au comptable.

L'autorité compétente en matière d'admission en non-valeur (ANV) est l'ordonnateur qui a émis l'ordre de recette. Par conséquent, toute demande d'ANV par le comptable doit être justifiée et l'irrécouvrabilité de la créance doit être prouvée.

Après examen des motifs d'irrécouvrabilité de la créance et, le cas échéant, demande d'explication complémentaire adressée au comptable, l'ordonnateur indique sur l'état reçu du comptable les créances admises en non-valeur et en arrête le montant. Cet état annoté vaut décision d'ANV et est transmis au comptable.

La décision d'admission en non valeur est comptabilisée par le comptable selon la procédure générale décrite dans le livre 2, volume 3, tome 4, titre 3 « produits et créances étrangers à l'impôt et au domaine ».

## ANNEXE (suite)

Le montant correspondant aux créances irrécouvrables donne lieu à un versement du budget général au profit du compte de commerce d'un montant correspondant aux créances irrécouvrables.

Remarque : Les recouvrements sont de la seule responsabilité du comptable. Ils sont justifiés annuellement, à l'aide des bordereaux récapitulatifs des prises en charge et recouvrements.

Les versements de fonds provenant du budget général correspondent à des recettes du compte de commerce et font l'objet de titres pris en charge au crédit du compte :

- 706.83 « Prestations de services – Autres - Prestations de services rendues par les comptes de commerce » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.611, lorsqu'il s'agit de compensation des créances irrécouvrables.
- 728.88 « Produits de fonctionnement divers – Autres produits de fonctionnement divers » associé à la spécification comptable du compte de commerce 912.621 pour les autres versements.



## ANNEXE (suite)

**ANNEXE n° 1 : Article 39 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007.**

## Article 39

I. - Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte de commerce intitulé : « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire », dont le ministre chargé de la justice est ordonnateur principal.

Ce compte comporte deux sections.

La première section, dénommée : « Cantine des détenus » retrace les opérations d'achat de biens et de services par l'administration pénitentiaire et leur revente aux détenus et comporte :

1° En recettes :

- a) Les ventes de biens de cantine ;
- b) Les ventes de prestations de service de cantine ;
- c) Les recettes diverses et accidentelles ;
- d) Les versements du budget général ;

2° En dépenses :

- a) Les achats de biens de cantine ;
- b) Les achats de prestations de service de cantine ;
- c) Les dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement liées à l'activité de cantine ;
- d) Les versements au budget général ;
- e) Les dépenses diverses et accidentelles.

La seconde section, dénommée : « Travail des détenus en milieu pénitentiaire », retrace les opérations liées au travail des détenus accompli dans les conditions fixées par le Code de procédure pénale et comporte :

1° En recettes :

- a) Le produit du travail des détenus ;
- b) Les recettes diverses et accidentelles ;
- c) Les versements du budget général ;

2° En dépenses :

- a) Les versements aux détenus en contrepartie de leur travail ;
- b) Les impôts et cotisations sociales dus au titre des versements mentionnés au a ;
- c) Les dépenses diverses et accidentelles ;
- d) Les versements au budget général.

II. - Le présent article entre en vigueur à compter d'une date fixée par décret, et au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2007.

## ANNEXE (suite)

**ANNEXE n° 2 : Décret n°2006-1737 du 23 décembre 2006 portant application de l'article 39 de la loi n°2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire".**

NOR : JUSK0640268D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, et notamment ses articles 19, 20 et 22 ;

Vu le Code de procédure pénale, et notamment son article 717-3 ;

Vu l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 relatif à la responsabilité des comptables publics ;

Vu la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, et notamment son article 1er ;

Vu la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 modifiée relative à Mayotte, et notamment son article 4 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, et notamment son article 1er ;

Vu l'article 39 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 ;

Vu le décret du 22 novembre 1944 modifié relatif à l'organisation des services de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés ;

Vu le décret n° 92-164 du 21 février 1992 relatif au régime budgétaire et comptable applicable dans la collectivité départementale de Mayotte, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2005-1429 du 18 novembre 2005 relatif aux missions, à l'organisation et aux emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel,

Décète :

Article 1

Le compte de commerce, ouvert par l'article 39 de la loi du 21 décembre 2006 susvisée, retrace les opérations de recettes et dépenses auxquelles donnent lieu les activités industrielles et commerciales liées à la cantine et au travail des détenus dans le cadre pénitentiaire effectuées par les services déconcentrés de l'administration pénitentiaire.

## ANNEXE (suite)

Les activités prévues à la section 1 de l'article 39 susmentionné retracent les opérations d'achat de biens et de services par les services déconcentrés de l'administration pénitentiaire et leur revente aux détenus accomplis dans les conditions fixées par le Code de procédure pénale aux articles D. 344 et suivants.

Les activités prévues à la section 2 de l'article 39 susmentionné retracent les opérations liées au travail des détenus accompli sous le régime de la concession de main-d'œuvre pénale ou dans le cadre d'une convention conclue entre les établissements pénitentiaires et le service de l'emploi pénitentiaire dans les conditions fixées par le Code de procédure pénale aux articles D. 103 et D. 106.

Les versements au budget général retracent le remboursement des frais exposés par ce dernier pour le fonctionnement de chacune des deux sections.

## Article 2

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice, est ordonnateur principal du compte de commerce.

Les préfets et les hauts commissaires désignés par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du garde des sceaux, ministre de la justice, sont ordonnateurs secondaires des recettes et des dépenses du compte de commerce dans les conditions fixées par cet arrêté.

## Article 3

L'ordonnateur principal établit un état prévisionnel de gestion initial présenté en équilibre par section et par ligne tel qu'approuvé par le Parlement.

Après visa du contrôleur budgétaire et comptable ministériel près le ministère de la justice, il notifie à chaque ordonnateur secondaire pour ce qui le concerne les conditions d'exécution de cet état prévisionnel de gestion, notamment les modalités de suivi des engagements de chacune des sections.

Un état prévisionnel de gestion modificatif peut être établi en cours d'année dans les mêmes conditions.

L'ordonnateur principal suit les engagements, dépenses et recettes par référence à l'état prévisionnel de gestion et s'assure du respect du découvert autorisé par la loi de finances.

Afin d'assurer le respect de l'autorisation parlementaire, il peut, à tout moment, décider de suspendre les engagements et les mandatement. Le directeur de l'administration pénitentiaire notifie cette décision aux ordonnateurs secondaires et en informe le contrôleur budgétaire et comptable ministériel près le ministère de la Justice.

## Article 4

Les ordonnances et les titres de recettes émis par l'ordonnateur principal sont assignés selon les dispositions du décret du 29 décembre 1962 et du décret du 18 novembre 2005 susvisés.

Les mandats et les titres de recettes émis par les ordonnateurs secondaires sont assignés sur le trésorier-payeur général du lieu de résidence administrative de l'ordonnateur secondaire.

## Article 5

Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel près le ministère de la Justice est chargé de suivre l'état des recettes et des dépenses par section. Il est tenu d'informer les comptables assignataires de la décision de l'ordonnateur principal de suspendre les engagements et mandats.

## ANNEXE (suite)

Il est tenu de fournir à l'ordonnateur principal les éléments nécessaires au contrôle du découvert.

Il suit par ailleurs la situation des engagements de dépenses.

À l'expiration de chaque exercice, les résultats annuels du compte de commerce sont établis et présentés dans les mêmes conditions que ceux du budget général.

## Article 6

Les dispositions de l'article 39 de la loi du 21 décembre 2006 susvisée et du présent décret entrent en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## Article 7

Les dispositions du présent décret sont applicables à Mayotte, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables dans la collectivité territoriale d'Outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon.

## Article 8

Le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, le garde des Sceaux, ministre de la Justice, le ministre de l'Outre-mer et le ministre délégué au Budget et à la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 2006.

Dominique de Villepin

Par le Premier ministre :

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Pascal Clément

Le ministre de l'Économie,  
des Finances et de l'Industrie,

Thierry Breton

Le ministre de l'Outre-mer,

François Baroin

Le ministre délégué au Budget

et à la réforme de l'État,  
porte-parole du Gouvernement,

Jean-François Copé

## ANNEXE (suite)

**ANNEXE n° 3 : Arrêté du 23 décembre 2006 portant désignation des ordonnateurs secondaires du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire »**

NOR: JUSK0640269A

Le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et le garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu le Code de procédure pénale, et notamment ses articles D. 192 et suivant ;

Vu la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, et notamment l'article 1<sup>er</sup> ;

Vu la loi 2001-616 du 11 juillet 2001 modifiée relative à Mayotte, et notamment son article 4 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée, et notamment son article 1<sup>er</sup> ;

Vu l'article 21 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 portant loi de finances pour 2007 ;

Vu le décret du 22 novembre 1944 modifié relatif à l'organisation des services de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-164 du 21 février 1992 relatif au régime budgétaire et comptable applicable dans la collectivité départementale de Mayotte, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2006-1737 du 23 décembre 2006 portant application de l'article 39 de la loi n° 2006-1666 de finances pour 2007 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire », et notamment son article 2,

Arrêtent :

## Article 1

Les préfets de région désignés dans les tableaux annexés peuvent donner délégation de signature en ce qui concerne leur compétence d'ordonnateur secondaire du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » aux directeurs régionaux des services pénitentiaires cités en annexe A.

Les chefs de service désignés ci-dessus peuvent subdéléguer leur signature aux agents relevant de leur autorité.

## Article 2

Les préfets de région cités en annexe B peuvent donner délégation de signature en ce qui concerne leur compétence d'ordonnateur secondaire du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » aux chefs des établissements pénitentiaires situés dans les départements d'Outre-mer cités en annexe B.

Les chefs d'établissements pénitentiaires désignés ci-dessus peuvent subdéléguer leur signature aux agents relevant de leur autorité.

## Article 3

Les hauts-commissaires de la République en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ainsi que le préfet, représentant du Gouvernement, de la collectivité départementale de Mayotte peuvent donner délégation de signature en ce qui concerne leur compétence d'ordonnateur secondaire du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » aux chefs d'établissements pénitentiaires situés dans les collectivités désignées en annexe C.

## ANNEXE (suite)

Les chefs d'établissements pénitentiaires désignés ci-dessus peuvent subdéléguer leur signature aux agents relevant de leur autorité.

## Article 4

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## Article 5

Le directeur de l'administration Pénitentiaire et le directeur de l'administration générale et de l'Équipement au ministère de la Justice et le directeur général de la Comptabilité publique au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 2006.

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice,  
Pascal Clément

Le ministre de l'Économie,  
des Finances et de l'Industrie,  
Thierry Breton

## A N N E X E A

ORDONNATEURS SECONDAIRES DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE  
SITUÉS EN MÉTROPOLE POUR LES RECETTES

ET LES DÉPENSES DU COMPTE DE COMMERCE « CANTINE ET TRAVAIL DES DÉTENUS  
DANS LE CADRE PÉNITENTIAIRE »

=====

Vous pouvez consulter le tableau au JO n° 302 du 30/12/2006 texte numéro 68

=====

## A N N E X E B

ORDONNATEURS SECONDAIRES DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE  
SITUÉS DANS LES RÉGIONS D'OUTRE-MER POUR LES RECETTES ET LES DÉPENSES DU  
COMPTE DE COMMERCE « CANTINE ET TRAVAIL DES DÉTENUS DANS LE CADRE  
PÉNITENTIAIRE »

=====

Vous pouvez consulter le tableau au JO n° 302 du 30/12/2006 texte numéro 68

=====

## A N N E X E C

ORDONNATEURS SECONDAIRES DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE  
SITUÉS DANS LES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER POUR LES RECETTES ET LES DÉPENSES  
DU COMPTE DE COMMERCE « CANTINE ET TRAVAIL DES DÉTENUS DANS LE CADRE  
PÉNITENTIAIRE »

=====

Vous pouvez consulter le tableau au JO n° 302 du 30/12/2006 texte numéro 68

=====

**ANNEXE n° 4 : Nomenclature d'exécution 2007 et nomenclature de recettes 2007**

Nomenclature d'exécution Compte non doté de crédit 912 « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » Ministère : 10 « Justice »

**1 Cantine des détenus**

<b>912-51</b>	<b>(0912)</b>	<b>(51)</b>		<b>Achats de biens de cantine (nouveau)</b>
			31 4091 (4V)	Fournisseurs - avances sur commandes
			31 606288 (MR)	achats non stockés : diverses autres matières et fournitures consommables
			31 6078 (NH)	Achats de marchandises stockées - autres activités
			31 61378 (RY)	Autres frais d'actes et de procédure
<b>912-52</b>	<b>(0912)</b>	<b>(52)</b>		<b>Achats de prestations de service (nouveau)</b>
			31 611328 (PM)	autres locations mobilières
			31 611811 (QX)	Abonnements
			31 611812 (QY)	livres
			31 61378 (RY)	Autres frais d'actes et de procédure
			31 6183 (VG)	blanchissage
			31 6188 (VL)	autres charges externes
<b>912-53</b>	<b>(0912)</b>	<b>(53)</b>		<b>Dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement liées à l'activité de cantine (nouveau)</b>
			51 216111 (AT)	Matériel de manutention, d'atelier et de garage appartenant à l'État
			51 216181 (AZ)	Autres matériels techniques appartenant à l'État
			51 218211 (BW)	Voitures appartenant à l'État
			51 2185 (CF)	Mobilier
			51 21881 (CH)	Autres immobilisations corporelles appartenant à l'État
			31 4091 (4V)	Fournisseurs - avances sur commandes
			31 606215 (LY)	Achats non stockés : essences, gas-oil et carburants
			31 606232 (MG)	Achats non stockés : équipements individuels
			31 606271 (MK)	Achats non stockés : fournitures de bureau
			31 606272 (ML)	Achats non stockés : papeterie
			31 60662 (NB)	Achats non stockés : outillage
			31 60663 (NC)	Achats non stockés : divers mobiliers
			31 60668 (ND)	Achats non stockés : autres petits équipements
			31 60688 (NF)	Divers autres achats non stockés
			31 611531 (PR)	Entretien des bâtiments
			31 61156 (PX)	Entretien des matériels techniques, industriels et outillages
			31 611582 (QG)	Entretien des matériels de transport civils
			31 611588 (QQ)	Entretien des diverses autres immobilisations corporelles
			31 61161 (QR)	Assurances sur véhicules
			31 6188 (VL)	Autres charges externes
<b>912-54</b>	<b>(0912)</b>	<b>(54)</b>		<b>Dépenses diverses et accidentelles (nouveau)</b>
			31 6221 (WK)	Intérêts moratoires
			31 6288 (XP)	autres charges de gestion ordinaire : divers
<b>912-55</b>	<b>(0912)</b>	<b>(55)</b>		<b>Versements au budget général (nouveau)</b>
			31 62814 (XH)	versement des budgets annexes et comptes spéciaux au budget général

**2 Travail des détenus en milieu pénitentiaire**

<b>912-61</b>	<b>(0912)</b>	<b>(61)</b>		<b>Versements aux détenus (nouveau)</b>
			31 6122 (QL)	rémunération et charges sociales du travail des détenus
<b>912-62</b>	<b>(0912)</b>	<b>(62)</b>		<b>Impôts et cotisations sociales dus au titre des versements aux détenus en contrepartie de leur travail (nouveau)</b>
			31 6122 (QL)	rémunération et charges sociales du travail des détenus
<b>912-63</b>	<b>(0912)</b>	<b>(63)</b>		<b>Dépenses diverses et accidentelles (nouveau)</b>
			31 6221 (WK)	Intérêts moratoires
			31 6188 (VL)	autres charges externes
<b>912-64</b>	<b>(0912)</b>	<b>(64)</b>		<b>Versements au budget général (nouveau)</b>
			31 62814 (XH)	Versements des budgets annexes et comptes spéciaux au budget général

## ANNEXE (suite)

**Nomenclature de recettes Compte de commerce n° 912 « Cantine et travail des détenus  
dans le cadre pénitentiaire » Ministère : 10 « Justice »**

Numéros d'ordre	DESIGNATION DES RECETTES  Libellé des lignes budgétaires (et éventuellement, des subdivisions)	Années	COMPTES D'IMPUTATION  classe 7 et classe 4 (comptes de contrepartie - <i>droits constatés</i> )	Spécification comptable
*9120	<b>912 Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire (10 justice)</b>			
	<b>Ligne 11.</b> Ventes de biens de cantine.....	Courante	707	912.011
			411.11	
		Antérieures	707	
			411.12	
	<b>Ligne 12.</b> Ventes de prestations de services de cantine.....	C	706.88	912.111
			411.11	
		A	706.88	
			411.12	
	<b>Ligne 13.</b> Recettes diverses et accidentelles	C	728.88	912.211
			411.81	
		A	728.88	
			411.82	
	<b>Ligne 14.</b> Versements du budget général : Ventes de biens de cantine aux indigents..	C	707	912.311
			431.8111	
		A	707	
			431.8112	
	Autres versements.....	C	728.88	912.321
			431.8111	
		A	728.88	
			431.8112	
	<b>Ligne 21.</b> Produits du travail des détenus : Versement des concessionnaires.....	C	706.83	912.411
			411.11	
		A	706.83	
			411.12	
	Versement de la RIEP.....	C	706.83	912.421
			431.8111	
		A	706.83	
			431.8112	
	<b>Ligne 22.</b> Recettes diverses et accidentelles	C	728.88	912.511
			411.81	
		A	728.88	
			411.82	
	<b>Ligne 23.</b> Versements du budget général. : Compensation des créances irrécouvrables	C	706.83	912.611
			431.8111	
		A	706.83	
			431.8112	
	Autres versements.....	C	728.88	912.621
			431.8111	
		A	728.88	
			431.8112	



## ANNEXE (suite)

Annexe n° 5 : Tableau mensuel de suivi de trésorerie

Tableau mensuel de suivi de trésorerie					
Date : _____					
RUO de _____					
Sources: Requête INDIA - Etat REP 221-Balance d'entrée					
	Balance d'entrée au 01/01 : trésorerie	Dépenses effectives		Recettes effectives Titres recouvrés depuis le début de l'année	découvert
		Mandats payés depuis le début de l'année			
1ère section : cantine des détenus					
2ème section : travail des détenus					
Total	1	2		3	1-2+3

## ANNEXE (suite)

Annexe n° 6 : Tableau mensuel de suivi des engagements de dépenses et de recettes

Tableau mensuel de suivi des engagements de dépenses et de recettes									
Date : RUO de Sources: GE-Compte de commerce - Etat REP 221-Etats des restes au 31/12									
			Engagements des dépenses			Engagements des recettes			Soldes
			Engagements reportés à la clôture de l'exercice précédent	Engagements depuis le début de l'année	Cumul des engagements	Titres non recouverts à la clôture de l'exercice précédent	Titres émis depuis le début de l'année	Cumul des titres	
1ère section : cantine des détenus	lignes	11							
		12							
		13							
		14							
		51							
		52							
		53							
		54							
		55							
		total			1			2	1-2
2ème section : travail des détenus		21							
		22							
		23							
		91							
		92							
		93							
Total		94							
		total			1			2	1-2
					1			2	1-2

## ANNEXE (suite)

Annexe n° 7: Tableau mensuel de suivi des restes à payer et à recouvrer

Tableau mensuel de suivi des restes à payer et à recouvrer

Date :

RUO de

Sources: Requêtes INDIA - Etats REP - GE compte de commerce

		Restes à payer sur engagements			Charges à payer			Restes à recouvrer			Soldes (variation attendue de la trésorerie)
		Cumul des engagements	Mandats émis (service fait constaté du mandat)	Restes à payer sur engagements	Mandats émis (service fait constaté à l'émission du mandat)	Mandats payés	Restes à payer sur mandatements émis	Titres non recouvrés à la clôture de l'exercice précédent	Restes à recouvrer sur titres émis au cours de l'exercice	Cumul des restes à recouvrer	
1ère section: cantine des détenus	lignes										
	11										
	12										
	13										
	14										
	51										
	52										
	53										
	54										
	55										
	total	1	2	3=1-2	2	4	5=2-4	6	7	8	3-8
2ème section : travail des détenus	21										
	22										
	23										
	91										
	92										
	93										
	94										
	total	1	2	3=1-2	2	4	5=2-4	6	7	8	3-8
Total		1	2	3=1-2	2	4	5=2-4	6	7	8	3-8

**TABLEAU DE BORD DU DÉCOUVERT**  
**Découvert autorisé par la LFI (1) 25 000 000 €**

**Valeur du découvert à fin de mois (2)**

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

**Cumul des engagements dépenses et de recettes**

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Cumul des engagements	(a)											
1ère section	(b)											
2ème section	(c)											
Cumul des engagements	(d)											
1ère section												
2ème section												
Solde du mois	(a+b) – (c+d)											
Nouvel équilibre du compte de commerce	(1)- solde du mois											

**Incidence des engagements de dépenses et de recettes non soldés sur l'équilibre du découvert**

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Restes à payer sur	(a)											
1ère section	(b)											
2ème section	(c)											
Cumul des restes à	(d)											
1ère section												
2ème section												
Impact sur l'équilibre	(a+b) – (c+d)											
Découvert réel	(1)- impact											

## ANNEXE (suite)

## Annexe n° 9 : Maquettes des restitutions

**Compte de commerce de l'Administration pénitentiaire (n° 912)**  
**Situation détaillée des dépenses par comptable et au niveau national**  
**Restitutions en date du ...**

Comptable (codique)	Section (1)	Comptes de dépenses	Spécification de dépenses	masses créditrices (mandats pris en charge) BE + OA	masses débitrices (décaissements effectifs)	Restes à payer (solde créditeur)
	1	401.1	0912514V			
		401.1	091251MR			
		401.1	091251NH			
		401.1	091251RY			
		401.1	091252PM			
		401.1	091252QX			
		401.1	091252QY			
		401.1	091252RY			
		401.1	091252VG			
		401.1	091252VL			
		401.1	0912534V			
		401.1	091253LY			
		401.1	091253MG			
		401.1	091253MK			
		401.1	091253ML			
		401.1	091253NB			
		401.1	091253NC			
		401.1	091253ND			
		401.1	091253NF			
		401.1	091253PR			
		401.1	091253PX			
		401.1	091253QG			
		401.1	091253QQ			
		401.1	091253QR			
		401.1	091253VL			
		404.4	091253AT			
		404.4	091253AZ			
		404.4	091253BV			
		404.4	091253CF			
		404.4	091253CH			
		431.888	091255XH			
		467.8512	091254WK			
		467.888	091254XP			
Total section 1						
	2	401.1	091261QL			
		401.1	091262QL			
		431.888	091264XH			
		467.8512	091263WK			
		467.888	091263XP			
Total section 2						
Situation des décaissements du comptable X						
	1	401.1	0912514V			
		401.1	091251MR			
		401.1	091251NH			
		401.1	091251RY			
		401.1	091252PM			
		401.1	091252QX			
		401.1	091252QY			
		401.1	091252RY			
		401.1	091252VG			
		401.1	091252VL			
		401.1	0912534V			
		401.1	091253LY			
		401.1	091253MG			
		401.1	091253MK			
		401.1	091253ML			
		401.1	091253NB			
		401.1	091253NC			
		401.1	091253ND			
		401.1	091253NF			
		401.1	091253PR			
		401.1	091253PX			

## ANNEXE (suite)

Comptable (codique)	Section (1)	Comptes de dépenses	Spécification de dépenses	masses créditrices (mandats pris en charge) BE + OA	masses débitrices (décaissements effectifs)	Restes à payer (solde créditeur)
	1	401.1	091253QG			
		401.1	091253QQ			
		401.1	091253QR			
		401.1	091253VL			
		404.4	091253AT			
		404.4	091253AZ			
		404.4	091253BW			
		404.4	091253CF			
		404.4	091253CH			
		431.888	091255XH			
		467.8512	091254WK			
		467.888	091254XP			
Total section 1						
	2	401.1	091261QL			
		401.1	091262QL			
		431.888	091264XH			
		467.8512	091263WK			
		467.888	091263XP			
Total section 2						
Situation des décaissements du comptable Y						
SITUATION NATIONALE DES DECAISSEMENTS (DEPENSES)						
Situation nationale Section 1	401.1	0912514V				
	401.1	091251MR				
	401.1	091251NH				
	401.1	091251RY				
	401.1	091252PM				
	401.1	091252QX				
	401.1	091252QY				
	401.1	091252RY				
	401.1	091252VG				
	401.1	091252VL				
	401.1	0912534V				
	401.1	091253LY				
	401.1	091253MG				
	401.1	091253MK				
	401.1	091253ML				
	401.1	091253NB				
	401.1	091253NC				
	401.1	091253ND				
	401.1	091253NF				
	401.1	091253PR				
	401.1	091253PX				
	401.1	091253QG				
	401.1	091253QQ				
	401.1	091253QR				
	401.1	091253VL				
	404.4	091253AT				
	404.4	091253AZ				
	404.4	091253BW				
	404.4	091253CF				
	404.4	091253CH				
	431.888	091255XH				
	467.8512	091254WK				
	467.888	091254XP				
Situation nationale - Section 1						
Situation nationale Section 2	401.1	091261QL				
	401.1	091262QL				
	431.888	091264XH				
	467.8512	091263WK				
	467.888	091263XP				
Situation nationale - Section 2						
Situation nationale (sections 1 et 2)						

(1) Section 1 : "Cantine des détenus" et Section 2 : "Travail des détenus en milieu pénitentiaire"

## ANNEXE (suite)

**Compte de commerce de l'Administration pénitentiaire (n° 912)**  
**Situation détaillée des recettes par comptable et au niveau national**  
**Restitutions en date du ...**

Comptable (codique)	Section (1)	Comptes de recettes	Spécification de recettes	masses débitrices (titres pris en charge) BE + OA	masses créditrices (encaissements effectifs)	Restes à recouvrer (solde débiteur)
	1	411.11	912 011			
		411.11	912 111			
		411.12	912 011			
		411.12	912 111			
		411.81	912 211			
		411.82	912 211			
		431.8111	912 311			
		431.8111	912 321			
		431.8112	912 311			
		431.8112	912 321			
Total section 1						
	2	411.11	912 411			
		411.12	912 411			
		411.81	912 511			
		411.82	912 511			
		431.8111	912 421			
		431.8111	912 611			
		431.8111	912 621			
		431.8112	912 421			
		431.8112	912 611			
		431.8112	912 621			
Total section 2						
Situation des encaissements du comptable X						
	1	411.11	912 011			
		411.11	912 111			
		411.12	912 011			
		411.12	912 111			
		411.81	912 211			
		411.82	912 211			
		431.8111	912 311			
		431.8111	912 321			
		431.8112	912 311			
		431.8112	912 321			
Total section 1						
	2	411.11	912 411			
		411.12	912 411			
		411.81	912 511			
		411.82	912 511			
		431.8111	912 421			
		431.8111	912 611			
		431.8111	912 621			
		431.8112	912 421			
		431.8112	912 611			
		431.8112	912 621			
Total section 2						
Situation des encaissements du comptable Y						
SITUATION NATIONALE DES ENCAISSEMENTS (RECETTES)						
Situation nationale Section 1	411.11	912 011				
	411.11	912 111				
	411.12	912 011				
	411.12	912 111				
	411.81	912 211				
	411.82	912 211				
	431.8111	912 311				
	431.8111	912 321				
	431.8112	912 311				
	431.8112	912 321				
Situation nationale - Section 1						

## ANNEXE (suite)

Comptable (codique)	Section (1)	Comptes de recettes	Spécification de recettes	masses débitrices (titres pris en charge) BE + OA	masses créditrices (encaissements effectifs)	Restes à recouvrer (solde débitteur)
Situation nationale Section 2		411.11	912 411			
		411.12	912 411			
		411.81	912 511			
		411.82	912 511			
		431.8111	912 421			
		431.8111	912 611			
		431.8111	912 621			
		431.8112	912 421			
		431.8112	912 611			
		431.8112	912 621			
Situation nationale - Section 2						
<b>Situation nationale (sections 1 et 2)</b>						

(1) Section 1 : "Cantine des détenus" et Section 2 : "Travail des détenus en milieu pénitentiaire"



## ANNEXE (suite)

**Compte de commerce de l'Administration pénitentiaire (n° 912)**  
**Situation du découvert par comptable et au niveau national**  
**Restitutions en date du ...**

comptable (codique)	Report du solde de l'année précédente (A)	Recettes (B)	Dépenses (C)	Solde (A + B - C)
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00
...	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Situation nationale</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>

## ANNEXE (suite)

## Compte de commerce de l'Administration pénitentiaire (n° 912)

## Situation nationale de l'exécution budgétaire par nature

## 1 - Restitutions des comptes de classes 6 et 7 en date du ...

Comptes de classe 6			Comptes de classe 7		
Section 1 "Cantine des détenus"					
Comptes de charges	Spécification	Soldes débiteurs	Comptes de produits	Spécification	Soldes créditeurs
606.215	091253LY	0,00	707	912011	0,00
606.232	091253MG	0,00	707	912311	0,00
606.271	091253MK	0,00	706.88	912111	0,00
606.272	091253ML	0,00	728.88	912211	0,00
606.288	091251MR	0,00	728.88	912321	0,00
606.62	091253NB	0,00			0,00
606.63	091253NC	0,00			0,00
606.68	091253ND	0,00			0,00
606.88	091253NF	0,00			0,00
607.8	091251NH	0,00			0,00
611.328	091252PM	0,00			0,00
611.531	091253PR	0,00			0,00
611.56	091253PX	0,00			0,00
611.582	091253QG	0,00			0,00
611.588	091253QQ	0,00			0,00
611.61	091253QR	0,00			0,00
611.811	091252QX	0,00			0,00
611.812	091252QY	0,00			0,00
613.78	091251RY	0,00			0,00
613.78	091252RY	0,00			0,00
618.3	091252VG	0,00			0,00
618.8	091252VL	0,00			0,00
618.8	091253VL	0,00			0,00
622.1	091254WK	0,00			0,00
628.14	091255XH	0,00			0,00
628.8	091254XP	0,00			0,00
résultat positif section 1		0,00	résultat négatif section 1		0,00
Total classe 6		0,00	Total classe 7		0,00
Section 2 "Travail des détenus en milieu pénitentiaire"					
Comptes de charges	Spécification	Soldes débiteurs	Comptes de produits	Spécification	Soldes créditeurs
612.2	091261QL	0,00	706.83	912411	0,00
612.2	091262QL	0,00	706.83	912421	0,00
622.1	091263WK	0,00	706.83	912611	0,00
628.14	091264XH	0,00	728.88	912511	0,00
628.8	091263XP	0,00	728.88	912.621	0,00
résultat positif section 2		0,00	résultat négatif section 2		0,00
Total classe 6		0,00	Total classe 7		0,00
Résultat global positif		0,00	Résultat global négatif		0,00
Total général classe 6		0,00	Total général classe 7		0,00

## ANNEXE (suite et fin)

## 2 - Restitutions des comptes de classes 2 et 4 en date du ...

Section 1 "Cantine des détenus"					
Comptes	Spécification	masses débitrices	Comptes	Spécification	masses créditrices
216.111	091253AT	0,00			
216.181	091253AZ	0,00			
218.211	091253BW	0,00			
218.5	091253CF	0,00			
218.81	091253CH	0,00			
409.1	0912514V	0,00			
409.1	0912534V	0,00			
Total		0,00	Total		0,00

